

et peuples opprimés, unissez vous

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N°136

12 DECEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

NON A LA POLITIQUE DE CRISE! A L'OFFENSIVE CONTRE LA BOURGEOISIE!

Giscard au coin du feu a repris, à sa façon, ce que la bourgeoisie nous rabâche depuis plusieurs mois: il y a des difficultés économiques, elles proviennent pour l'essentiel de l'augmentation du prix du pétrole, conclusion: les travailleurs devraient accepter de nouveaux sacrifices, de nouveaux efforts pour arriver à combler le déficit ainsi creusé par la hausse du pétrole. Il a souligné en particulier les difficultés que rencontrerait l'industrie automobile et annoncé que le gouvernement ferait un en aide. Sitôt dit, sitôt fait: au moment même où le gouvernement demande de réduire le chauffage, d'éteindre l'électricité, ne parle que d'économiser, il verse aux trusts automobiles et à Michelin une somme énorme d'au moins un milliard et demi de francs lourds, sans aucune commune mesure, par exemple, avec les sommes demandées et obstinément refusées pour remettre en activité Lip, en son temps, ou bien Titan-Coder aujourd'hui.

Cela pose une première question: stratégie d'exploiteur. qu'en est-il au juste de ces prétendues difficultés? Dans l'automobile, après le boom de 1973 et avec le renchérissement de l'essence décidé par l'Etat et les grandes compagnies, la consommation de voitures en France notamment, a eu effectivement tendance à baisser et à se porter d'avantage sur les petites cylindrées. Est-ce pour autant qu'il y a chute brusque de la production? Loin de là. Il y a eu seulement, dans l'ensemble, un ralentissement dans le rythme d'expansion, jusque là élevé, de la production. C'est le cas de Renault et de Peugeot. Dans le secteur poids lourds, Berliet se félicite: ses carnets de commandes ont gonflé de 40% par rapport à l'année dernière. Saviem ne marque aucun ralentissement sensible. Seul Citroën, il est vrai, semble moins bien adapté aux conditions nouvelles du marché. En fait Citroën, après s'être plaint ainsi depuis plusieurs années de difficultés financières, a déjà empoché, pour le compte de Michelin des centaines et des centaines de millions d'«aides» de l'Etat. Voilà ce qu'il en est des difficultés.

Dans ces conditions, à quoi servent les milliards de l'Etat, extorqués par l'impôt aux travailleurs et versés aux trusts automobiles? D'une part, à renforcer le secteur poids lourds de Renault, la Saviem, par l'absorption de Berliet, firme complémentaire. D'autre

part, Michelin dégage ses capitaux de Berliet et, après avoir tiré le maximum de profits de Citroën, fait prendre en charge, en fait, par des fonds d'Etat la modernisation de Citroën, sans perdre pour autant une partie encore importante du contrôle de Citroën et donc des bénéfices à venir. Michelin se trouve ainsi les mains plus libres et aussi encore plus pleines pour réaliser ses plans gigantesques (on parle de plusieurs milliards d'investissements) de développement de ses usines de pneumatiques à l'étranger et surtout effort «sans précédent» pour lui venir aux Etats-Unis. Quant à Peugeot, qui profite, lui aussi, et au premier chef des fonds gouvernementaux, il se retrouve à peu de frais, en prenant le contrôle de Citroën, avec un potentiel de production et un réseau commercial capable de tenir tête à des trusts de la taille de Renault, Fiat ou Volkswagen. Ainsi, que ce soit Michelin, Renault-Saviem ou Peugeot, chaque trust, au nom des difficultés apparues sur le marché automobile, puise des centaines de millions dans les caisses de l'Etat pour adapter aux conditions nouvelles et développer plus avant sa

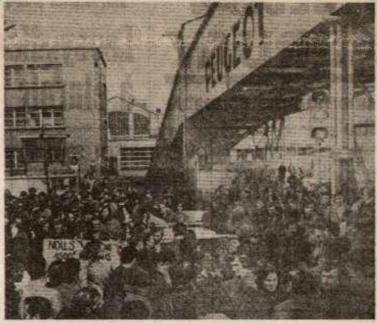
> Mais pour les travailleurs de l'automobile, quels sont les résultats de ces tractations ? Cette vaste restructuration de l'industrie automobile a déjà et aura de lourdes conséquences pour eux. Michelin qui prépare l'opération de Citroen depuis un certain temps, a déjà licencié l'année dernière par toutes sortes de moyens et avec l'appui de ses nervis de la CFT fasciste, près de 10 000 travailleurs. A présent il annonce ouvertement plus de 2000 autres nouveaux licenciements. Tous les «experts» s'accordent pour affirmer que Peugeot va continuer à licencier massivement chez Citroen. Dans le poids lourd, les travailleurs de Berliet et de Saviem se préparent à affronter des mutations, des déclassements, des fermetures d'ateliers' et des licenciements, conséquences prévisibles de «l'harmonisation des productions». Renault et Peugeot ont imposé des journées chômées entre Noël et le Jour de l'An. Peugeot s'apprête à fermer certaines de ses usines ou à réduire leurs effectifs, notamment à St Etienne, cependant qu'il intensifie les cadences à Sochaux. Voilà ce que Giscard appelle un effort «sans précédent»: des milliards extorqués aux travailleurs versés directement, au nom de la solidarité

SOMMAIRE

 Après les accords Peugeot-Citroën: Reportage chez les travailleurs de Peugeot à Sochaux

p. 4-5

Santé: après les miettes de Mme Veil les hospitaliers poursuivent la lutte





- Giscard en Martinique pour rencontrer Ford; Indépendance pour la Martinique! p.7
- Accords Brejnev-Giscard: «Coopération» sur le dos des peuples p. 8

Suite P. 2

EDITORIAL (suite de la p.1)

nationale face à la crise, aux trusts. Et cette vaste opération de restructuration, les trusts entendent la faire payer aux travailleurs, à moins qu'ils ne s'y opposent fermement, par une exploitation accrue.

La bourgeoisie parle de crise dans le textile synthétique. Et le textile synthétique en France, c'est, à 90%, Rhône-Poulenc. Mais en fait, de quoi s'agit-il? Les dirigeants de Rhône-Poulenc ne s'en cachent pas dans les publications à usage des capitalistes: par une politique de modernisation effrénée, de réduction massive des effectifs, d'intensification du travail, Rhône-Poulenc, comme d'autres trusts européens concurrents, est parvenu en quelques années, étant donné la restriction de la consommation des masses, à une certaine saturation du marché. Le groupe Rhône-Poulenc s'est ainsi engagé à présent dans une politique de «redéploiement»: d'une part déplacer de plus en plus la production de textiles synthétiques à l'étranger, au

à l'appel des A.A.F.A. CHALEUREUX ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

Un rassemblement chaleureux a fêté, vendredi dernier, le 30º anniversaire de République Populaire d'Albanie. Dans la salle comble de la Mutualité, les interventions successives ont rencontré un grand écho. Notamment Gilbert MURY qui a développé, sous de multiples aspects, l'effort du peuple albanais pour édifier une société nouvelle, radicalement différente du monde de l'esclavage capitaliste qui subsiste en France, pour forger un homme nouveau, débarrassé des tares héritées de siècles d'exploitation. Mais aussi différents témoignages - dont celui d'une enseignante, d'un peintre qui, à partir de leur expérience vécue, montraient, chacun dans leur domaine, comment la société nouvelle qui s'édifie en Albanie, offre des perspectives enthousiasmantes.

A travers les chants révolutionnaires interprétés par une chorale franco-albanaise, à travers les films -l'un sur le combat actuel des femmes albanaises pour leur émancipation complète, l'autre sur la résistance s'exprimait largement, dans la salle, une solidarité militante avec la lutte du peuple albanais pour son indépendance nationale et pour édifier le socialisme. Aux stands de différents comités AFA de la région parisienne, de nombreuses discussions se sont engagées.

Tout au long du rassemblement, on montrait que le développement des AFA répondait à un besoin profond, peuple d'Europe, proche de nous, qui a su résister victorieusement au révisionnisme moderne, et qui se bat pour construire le socialisme, le besoin de chercher dans l'Albanie socialiste d'aujourd'hui de précieux enseignements pour le socialisme que nous construirons, demain en France. VIVE LE 300 ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE!

REVOLUTION **PROLETARIENNE**

AU SOMMAIRE DU NUMERO 1 LES TEXTES ET INTERVEN-TIONS DU RASSEMBLEMENT COM-MUNISTE DU 3 NOVEMBRE

Passez vbs commandes à REVOLUTION PROLETARIENNE BP 267 - 75866 - PARIS Cedex 18

Prix: 5 Francs (plus port: 1 Franc) Abonnement 1 an 50 F (port compris) CCP La Source 34.504.01

Brésil ou en Argentine par exemple, où il escompte tirer le maximum de profits en imposant des salaires encore plus bas qu'en France. D'autre part, accélérer le développement, en France, du secteur de la chimie lourde: ainsi, alors que la plupart de ses usines textiles sont frappées par les licenciements d'intérimaires, le chômage technique prolongé, l'amputation des salaires, Rhône-Poulenc construit à Rhodia-Belle-Etoile de vastes unités en vue de la production de bases du nylon, avec comme débouchés, non plus le textile, mais de multiples applications industrielles.

Restructuration et «redéploiement» sont les maîtres-mots de la politique économique mise au point par les plus hauts responsables de l'Etat et des trusts. Tout en parlant de crise économique, Giscard, Chirac, Poniatowski se transforment en commis-voyageurs et exhibent avec satisfaction les milliards de commandes qu'ils ont pu obtenir ou qu'ils espèrent obtenir dans différents pays et en particulier dans les pays producteurs de pétrole. Il s'agit toujours pour l'essentiel de biens d'équipement: usines clés en main, centrales, systèmes entiers de télécommunication, etc... C'est que

face au mouvement des pays du tiers-monde contre le pillage de leurs matières premières et pour leur industrialisation, l'impérialisme français cherche une voie pour accroître ses profits, continuer à s'assurer des sources de matières premières sûres et au meilleur marché possible en les monnayant contre des équipements industriels complexes et

Evidemment, seuls de puissants

groupes comme Péchiney-Ugine-Kuhlman, Renault, Creusot-Loire, la CGE, etc... peuvent mettre en œuvre cette politique dite de redéploiement. C'est ainsi que les deux maîtres de la sidérurgie Usinor et Wendel-Sidélor et les groupes financiers auxquels ils sont liés se livrent actuellement à une âpre bataille pour prendre le contrôle de Creusot-Loire, firme particulièrement apte à enlever des marchés de construction d'usines et de centrales nucléaires. C'est ainsi que, si l'on compare la période de juillet-septembre 74 à la même période de 1973, les exportations françaises de biens d'équipement ont augmenté de près de 50%, celles des demi-produits (destinés en général à l'équipement) de 75%, alors que les exportations de produits alimentaires et de biens de consommation n'augmentaient respectivement que de 13 et 27%.

Restructuration et redéploiement sont inséparables: pour être compétitifs et enlever ces nouveaux marchés c'est-à-dire pour se redéployer, les trusts ont besoin d'élargir leur base financière, d'absorber des groupes plus faibles, de concentrer et d'accroître considérablement leurs investissements dans un certain nombre de secteurs clés. Et pour y parvenir, nous connaissons leurs moyens: hausse des prix sur le marché intérieur, baisse du salaire réel et donc restriction de la consommation des masses; prélèvement massif sur les salaires eux-mêmes par le biais de l'impôt; élimination d'une série d'entreprises qui n'entrent pas dans la perspective du redéploiement; rationalisation de la production qui se traduit toujours à la fois par l'intensification du travail, des cadences et par des licenciements. Si la bourgeosie nous parle à longueur de journée de crise, utilise le chantage au chômage et à la pénurie, suggère d'en venir au rationnement, bref, si elle développe une politique de crise, c'est en particulier parce qu'elle cherche par ce moyen, à faire accepter à la classe ouvrière les lourdes conséquences du redéploiement et de la restructuration, sur le mode : «attention, la crise nous menace tous, consentez de nouveaux sacrifices, n'entrez pas en lutte, collaborez docilement avec

patrons, sinon vous provoquerez une catastrophe économique, un chômage massif, une régression vers la pénurie».

Mais la classe ouvrière n'est pas prête à se plier à cette politique de crise. Déjà de nombreuses luttes résolues, prolongées, à l'exemple de Lip contre les licenciements se sont multipliées. La grève des postiers qui s'est heurtée de front à la politique de crise de la bourgeoisie, a montré, par son large écho parmi les travailleurs, qu'elle serait suivie d'affrontements encore plus amples. Ce que la classe ouvrière met en cause et mettra de plus en plus largement en cause, c'est l'ensemble de ce système impérialiste pourrissant, où une minorité de capitalistes, étroitement liée à l'appareil étatique, entendent faire payer aux millions de travailleurs qu'ils exploitent le prix de l'anarchie de leurs plans gigantesques de pillage et d'exploitation, de leurs luttes acharnées pour le profit maximum.

Il faut s'opposer résolument à la politique de crise de la bourgeoisie. Il faut rassembler autour du Parti les multiples énergies révolutionnaires qui se font jour à présent et qui aspirent à abattre ce système de plus en plus intolérable, à faire la révolution, à construire, en France, une société nouvelle, socialiste.

la querelle PS-P«C» LES CONTRADICTIONS DU P«C»F

La querelle PS/P«C»F se poursuit sur un nouveau terrain: il n'est plus question pour l'instant de rééquilibrage de la gauche, mais de l'attitude de la gauche en cas de victoire aux législatives, si Giscard appelait un premier ministre «socialiste» à former le gouvernement. Ce sont les dirigeants du PS qui ont progressivement amené le débat sur ce terrain; Defferre déclarait le 29 Septembre à France-Inter: «Si Valéry Giscard d'Estaing envisageait de constituer un gouvernement pour appliquer le programme commun avec les socialistes, les communistes, les radicaux de gauche et les chrétiens qui voudraient venir, bien entendu, j'accepterais dans ces conditions d'en faire éventuellement partie». Martinet peu de temps après reprenait la même hypothèse, ce qui entraînait une première réplique de Roland Leroy du secrétariat du P«C»F, le 10 novembre: «il est absurde de croire qu'un gouvernement de la gauche pourrait appliquer un programme économique avec un président de la République et une majorité parlementaire réactionnaires».

Puis, le même, à Europe nº1 affirmait: «Imaginez ce que pourraient penser les électeurs de gauche s'ils voyaient siéger des ministres de gauche sous la présidence de Giscard d'Estaing. Ce serait là l'union sacrée. En tout cas, il n'y aurait pas de ministres communistes dans ces conditions.»

En clair, pas question pour le P«C»F d'accepter, comme le PS d'aller au gouvernement sous la présidence de Giscard, même avec une majorité de gauche. Or, dans sa dernière conférence de presse, Mitterrand disait clairement qu'en cas de victoire de la gauche aux législatives, «le devoir de la gauche de gouverner pour appliquer son programme»: c'est-à-dire exactement l'opposé de Leroy. Ceci obligeait Marchais à rectifier dans un sens beaucoup moins catégorique les prises de position précédentes du P«C»F: «Le PCF a eu l'occasion à de multiples reprises et dans des documents écrits de réaffirmer de manière extrêment claire ce qui était sa stratégie dans tous les domaines, y compris qu'il entendait respecter le verdict du suffrage universel. Le PC n'a pas changé de position, il s'en tient

Autrement dit, et bien qu'il ne le dise pas ouvertement, Marchais ne refuseralt pas de participer à un gouvernement de gauche sous la présidence de Giscard, comme il avait accepté de participer éventuellement à un gouvernement de gauche, avec Pompidou comme président, lors des élections de 73: «Il est clair que le président de la République devra désigner un premier ministre de la majorité dégagée par le suffrage

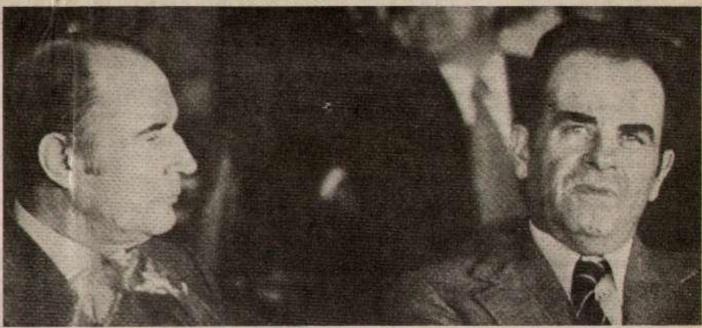
universel. S'il s'agit d'une majorité de gauche, un gouvernement de gauche sera constitué et se mettra au travail pour satisfaire les besoins les plus urgents du pays en appliquant le programme communa (Marchais le 3/2/73 à Lille).

En amenant le débat sur ce terrain, le PS a donc réussi à mettre le P«C»F dans l'embarras et l'a amené à se contredire, car d'une part, à la question irez-vous au gouvernement, Giscard étant président? Le P«C»F ne peut répondre que non alors que d'autre part à la question: respecterez-vous la constitution? Il ne

puisse jouer sur les deux tableaux: union de la gauche, alliance avec les giscardiens et centristes. Cette possibilité il s'est finalement mis d'accord pour l'inscrire même dans le programme commun concernant la question du contrat de législature. Jugeons-en: «En cas de crise grave, de rupture du contrat de législature constatée par l'adoption d'une motion de censure, le président de la République, s'il ne prononce pas la dissolution de l'Assemblée Nationale, nommera le premier ministre et les membres du gouvernement». C'est la possibilité pour le PS de rompre

comme le proclame Marchais, il s'agirait «d'appliquer le programme commun, rien que le programme commun, mais tout le programme

C'est-à-dire: le droit de vote à 18 ans, l'abrogation de la loi répressive sur l'avortement, la revalorisation des indemnités de chômage, l'assurance du reclassement en cas de licenciement, le SMIC à...1000 F augmenté depuis, à 1300 F ou à 1500 F, on ne sait pas exactement car les partis de gauche n'en parlent pas, mais en tout cas on est sûr que ce n'est pas à 1700 F comme l'ont exigé les postiers, les



peut répondre que oui. C'est la raison des différences que l'on peut relever d'une déclaration à l'autre.

UN LANGAGE «DUR» POUR MIEUX CACHER LES

CONCESSIONS

Mais pourquoi le P«C»F réaffirme-t-il presque chaque jour qu'il ne veut pas gouverner dans les conditions actuelles, pourquoi accuse-t-il le PS de se préparer à accepter un gouvernement «d'union sacrée», alors qu'aux dernières législatives, il était prêt à participer au gouvernement? C'est principalement pour se donner une apparence de parti intransigeant sur ses objectifs, ceci afin de rassurer ses militants et ses adhérents qui s'inquiètent, et d'autre part pour obtenir du PS des garanties sur le respect d'un minimum de points du programme commun et des assurances sur sa fidélité à l'union de la gauche. Mais en engageant la polémique peut-il obtenir d'autres garanties que verbales? Jusqu'ici, les concessions, c'est le P«C»F qui les a faites, c'est lui qui a permis au PS de se renforcer et maintenant de le dépasser électoralement. Il est mal venu de s'indigner des spéculations du PS sur

l'union de la gauche et de contracter d'autres alliances, au cours d'une même législature. Et cela, la P«C»F l'a finalement accepté, sachant ce que cela signifiait.

«RIEN QUE LE PROGRAMME COMMUN»!

Pour contraindre le PS à appliquer le programme commun, le P«C» appelle la classe ouvrière et les travailleurs à se mobiliser autour de lui. A ceux qui s'inquiètent de ses concessions, de sa ligne d'«Union du Peuple de France», il propose de lutter pour «élever la qualité de l'union de la gauche», c'est-à-dire le poids du P«C» par rapport au PS. Mais on voit tout de suite la duperie d'une telle mobilisation pour la défense du programme commun; il n'est pas question de sortir du cadre de l'union de la gauche seule perspective que le P«C»F puisse offrir aux masses qui réclament le changement. Quels que soient ses cris, le P«C»F demeure prisonnier du PS, tributaire de son bon vouloir pour accéder au pouvoir. Il a lui-même entériné la possibilité pour le PS de le renvoyer du gouvernement...comme en 1947.

Et que gagneraient les masses à un un éventuel gouvernement d'union gouvernement de gauche, même avec sacrée. C'est lui qui a accepté que le PS des ministres révisionnistes, puisque

hospitaliers et des centaines de milliers de travailleurs le 19 novembre. Toutes ces mesures sont loin de correspondre aux revendications des travailleurs.

Non, les travailleurs n'ont rien à gagner à arbitrer la querelle PS-P«C», à se battre pour l'application du programme commun, «rien que le programme commun» que Giscard a déjà partiellement vidé de son contenu. Leurs revendications sont en contradiction avec les propositions du Programme Commun. Leurs aspirations à une société nouvelle sont étrangères à cette variante bourgeoise de la société actuelle.

Militants ou sympathisants du P«C»F. le combat pour le socialisme que vous avez cru pouvoir mener avec le P«C»F n'a abouti jusqu'ici qu'à des échecs successifs et à des concessions répétées. La voie que vous propose Marchais ne mène à rien d'autre qu'une nouvelle expérience d'un gouvernement bourgeois. La seule voie qui mène au socialisme, c'est celle de la lutte révolutionnaire pour renverser le pouvoir bourgeois. C'est cette voie que trace le P.C.R. (ml), ce sont ses rangs que nous vous appelons à rejoindre!

pas un seul licenciement LES LIP ONT GAGNE!



A Lip Palente, il restait encore 21 travailleurs non repris et qui poursuivaient leur stage de formation. C'est une fois de plus la mobilisation de tous les Lip, dans l'usine, qui a imposé que les accords de Dole soient respectés. Lundi soir, 2 décembre, à la réunion du collectif Lip, on décide de proposer une heure de grève (ou plus) avant la réunion de la commission Emploi-Formation qui devait se réunir dans le courant de la semaine. Cette commission, créée lors des accords de Dole, est chargée de discuter avec la direction de toutes les possibilités de réemploi, elle devait s'arrêter de fonctionner fin 74.

Au collectif, on décide de faire dès le lendemain une enquête dans les ateliers en faisant circuler des propositions d'action, et pour savoir si les ouvriers étaient prêts à débrayer. Tout le monde est d'accord pour se mettre en grève, à une date que la section syndicale CFDT fixera: concrètement on fera une heure de grève avec meeting, et on fera rentrer les 21 camarades non repris ainsi que ceux qui ont déjà une affectation mais ne sont pas encore repris. C'est

la détermination de tous les Lip qui a mis en échec les licenciements et imposé l'application des accords de Dole prévoyant la réembauche de tous les Lip. Dès le mercredi, Neuschwander informait les représentants des syndicats que les 21 seraient repris. Dès vendredi, on concrétisait les détails de leur réembauche :

Tous les Lip seront repris avant le 31 mars
 75.

 Les derniers non encore réembauchés recevront une lettre de contrat d'embauche avant le 15 décembre.

Ainsi, après le 6 janvier, il restera une quarantaine de Lip non encore en activité dans l'usine.

 une partie a déjà la définition de son poste et sa date de rentrée (la plupart en janvier)

 les autres auront la définition de leur poste avant le 15 décembre et, en tous cas, même sans poste indiqué ils ont l'assurance d'avoir un emploi le 31 mars.

Pour ceux-ci reste le problème de la qualification : si les postes correspondent à la

qualification pas de problème. Si le poste offert est en dessous de la qualification alors il n'y aura ni déqualification ni perte de salaire. qualification réelle sera indiquée dans le contrat avant le 15 décembre. Et à partir de janvier, tous les Lip ne travaillant pas encore dans l'usine seront intégralement payés sur la base du salaire qu'ils avaient acquis dans l'entreprise (avec toutes les augmentations intervenues depuis). Ainsi, après plus d'un an et demi de lutte contre les licenciements, les Lip ont gagné. Notre Parti va organiser une table ronde avec les travailleurs de Lip pour tirer le bilan de toute la lutte. Dès la semaine prochaine, nous publierons des interviews des travailleurs. La lutte contre les licenciements continue : déjà les travailleurs de l'usine Flustechric à Salins, dont la fermeture avait été annoncée pour le 5 janvier, ont pris contact avec les Lip.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT LES LIP ONT GAGNE!

Corr. LIP

de nos correspondants coup de frein sur les tris au p.l.m.

Au PLM, où les révisionnistes, après avoir maintenu la mobilisation par AG de brigades et s'être opposés avec la complicité des réformistes dans la CFDT à toute AG d'ensemble malgré les interventions répétées des postiers ML du centre, ont organisé la reprise en faisant voter d'abord les brigades d'ambulants les moins mobilisés, imposant la reprise ensuite aux autres brigades tout en interdisant la parole aux opposants. Pour les révisionnistes, l'enjeu était important, la grève étant partie du PLM, la reprise au PLM conditionnait la reprise avait été si soigneusement organisée.

Si certains étaient écœurés, beaucoup ont repris sans être découragés et le soir de la reprise, les différents étages du centre de tri se répondaient les uns aux autres en chantant «l'Internationale»; tandis que les cadences de tri étaient très basses, les postiers discutant entre eux et organisant des délégations au chef de centre dès qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. Chez les ambulants... sur certaines brigades, il y eut jusqu'à 100 000 lettres non triées par voyage...

Les révisionnistes selon leur mot d'ordre «reprise en continuant sous d'autres formes» avaient lancé le mot d'ordre: frein sur les tris... mais un certain délégué CGT, chef de son état, fut bientôt le premier à dire qu'il ne fallait pas trop exagérer... et faire le travail... conspué par les postiers qui l'attendaient au virage. Ces jours ci, une note de service est descendue menaçant du retrait immédiat du service et de mise à pied toute personne baissant les cadences ou appelant à ces baisses; dans certains centres, les postiers furent appelés un à un pour signer cette note de service, sans succès dans la plupart

Les révisionnistes qui appelaient à travailler pour ce qu'on est payé, aujourd'hui appellent dans un tract à ne pas tomber dans la provocation de la direction qui voudrait que les postiers se remettent en grève afin de pouvoir lock-outer, liquider le service public et... en clair, pas question de riposter à cette politique de menace de Lelong...

Mais aujourd'hui, la responsabilité des révisionnistes dans l'échec de la grève apparait de plus en plus clairement. Les postiers ML contribuent à cette prise de conscience et à ouvrir la seule perspective pour les travailleurs celle du Parti et du pouvoir des ouvriers et des paysans...

D'autre part, dans les syndicats, ils travaillent à organiser la riposte immédiate à toute mesure de répression de la bourgeoisie.

Correspondant.

ROUGE

usinordunkerque

Depuis un mois, le 12 novembre, le HF4 le plus moderne d'Europe où J-C Delalleau avait été tué en juin de cette année lors du changement d'une tuyère, une nouvelle explosion a eu lieu, au niveau du gueulard du Haut Fourneau, tous les coffrets électriques ont fondu, et la cloche est endommagée... La direction est très discrète sur cet accident qui, là aussi, aurait pu coûter la vie aux travailleurs... L'accident serait dû, paraît-il, à un chargement trop important du HF. Mais ce n'est pas étonnant car, à Usinor, la politique de la direction est la rentabilisation la plus rapide du matériel, en le poussant au maximum; déjà au HF3, il y a quelques années, la pression et la température avaient tellement été poussées qu'une des jambes de sortie du gaz avait été complètement déformée...

Au HF4, les travailleurs dénoncent cette politique de la direction qui a encore failli causer un accident. Demain, avec le socialisme, quand les ouvriers seront maîtres de la société et de la production, ils feront tourner les hauts-fourneaux au profit des besoins de tous et non suivant la logique de l'amortissement le plus rapide.

Correspondant.

DEMANDE DE CONTACT avec le Prénom: Adresse: P.C.R. Profession

envoyer à F.R. - B.P. 161 - 75864 Paris Cédex 18

à POUR LA FRANCE pli normal 1 an 80 F 3 mois 20 F pli fermé 1 an 160 F

pli fermé 1 an 160 F POUR L'ETRANGER

écrire au journal qui fournira le tarif.

serisette:
un
noyau
dur à
avaler
pour
les
ouvriers!

Le gouvernement vient de faire adopter par les députés le projet de loi sur «le prélèvement conjoncturel ayant pour objet de prévenir les comportements inflationnistes des entreprises», baptisé Serisette, du nom d'un de ses inventeurs, Jean Serisé, conseiller économique de Giscard. Selon Fourcade, cette taxe aurait pour but de combattre l'inflation en incitant les patrons à modérer la hausse de leurs prix et même à les baisser : «Il s'agit de pénaliser les entreprises qui ne restituent pas au marché. sous forme de baisse des prix, les gains de productivité qu'elles réalisent». Comment ? En taxant l'augmentation de la «marge» des entreprises, marge définie comme la somme des salaires, des profits et des amortissements. Toute augmentation de cette «marge» supérieure à un certain taux (16% pour 74) sera imposée d'un tiers. Les patrons auront donc intérêt à contenir l'augmentation en valeur de

Le gouvernement les laisse libres de choisir les moyens pour y arriver. Comment un patron fera-t-il pour que l'augmentation de sa «marge» ne soit pas supérieure à 16% si on suppose que l'inflation est au moins égale, si ce n'est supérieure. La conclusion est simple : il peut jouer soit sur les profits, soit sur les salaires, si l'on admet que les amortissements ne sont guère compressibles. Il est évident que les patrons choisiront de restreindre les salaires plutôt que leurs profits ; soit en refusant d'augmenter les salaires ou en ne les augmentant qu'à un taux inférieur à 16%, ce qui se traduit par une baisse du pouvoir d'achat, compte tenu de l'inflation, soit par une augmentation de l'intensification du travail, en produisant autant avec moins d'ouvriers, ce qui se traduit par des licenciements. On voit donc qu'en fait de lutte contre l'inflation, la Serisette est un moyen d'inciter les patrons à faire eux-mêmes une stricte police des salaires et à augmenter la productivité, c'est à dire le rythme du travail. Les sénateurs et les députés ont apporté de nombreux amendements au projet de loi initial tel qu'il était conçu par Stoléru et Serisé. Serait-ce qu'ils auraient eu le souci d'épargner aux travailleurs un blocage des salaires? Non, bien sûr, c'est au nom de la défense des PME qu'ils sont tous intervenus et qu'ils ont amendé le projet.

Le résultat de ces amendements, c'est que les entreprises concernées seront moins nombreuses: 15.000 au lieu de 25.000 : la taxe ne s'appliquera qu'aux entreprises de plus de 150 ouvriers (au lieu de 50) et dont le chiffre d'affaire est supérieur à 30 millions (au lieu de 24). Si Fourcade a finalement accepté ces amendements, c'est qu'il fait confiance aux petites entreprises pour imposer des bas salaires à leurs ouvriers qui ont en général moins de moyens de s'organiser pour la lutte. C'est aussi qu'il compte sur la concurrence et la pression des trusts avec qui elles traitent, pour les obliger à limiter leurs prix de vente.

Pour les patrons soumis à la taxe, il est annoncé que l'inconvénient ne sera que temporaire et apparent. Ils seront remboursés des sommes versées au titre de la taxe conjoncturelle lorsque l'indice des prix n'aura pas dépassé 0,5% durant 3 mois. De plus, les ressources dégagées par la taxe conjoncturelle seront affectées au financement des investissements des entreprises en difficulté ou en restructuration, du genre de l'opération Peugeot-Citroen. C'est à dire que ce qui leur aura été prélevé sous une forme leur sera retourné sous forme de crédits. Par contre, aucun remboursement des travailleurs pressurés par cette Serisette n'est prévu, évidemment.

Derrière le discours gouvernemental présentant la Serisette comme une arme efficace de lutte contre l'inflation, il faut voir en fait un nouveau moyen de la bourgeoisie pour faire payer les difficultés économiques à la classe ouvrière en instituant une police des salaires, et un instrument de restructuration de l'économie. Les travailleurs qui refusent la politique de crise de la bourgeoisie, sauront faire valoir leurs revendications salariales, même si cela fait faire à la «marge» de M. Serisé des bonds imprévus.

REPORTAGE D'ALBERT CHATILLON

Un milliard et demi versé au rapprochement Peugeot-Citroën, pour quoi faire? Pour renforcer le trust Peugeot, pour renforcer l'exploitation des travailleurs de Peugeot tant à bourgeoisie , de leur exploitation quotidienne.

sommes rendus à Sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de Peugeot ce qu'ils pensent de cet de la sochaux pour demander aux ouvriers de la la sochaux pour demander aux ouvriers de la la social de la

l'exploitation paternaliste de monsieur peugeot

surtout après 1936, les patrons de Avec ce système, des gars se font un Peugeot possède d'autres moyens pour Peugeot avaient pratiqué une politique complèment de salaire. En plus de «occuper» les travailleurs en dehors paternaliste, tentant par ce moyen de faire travailler les ouvriers les uns même de la boîte, de façon à ce qu'ils développer la collaboration de classe. contre les autres, ça permet de les ne songent pas à lutter. Par le passé. Par exemple, on avait mis en place une empêcher de revendiquer sur les elle avait tenté de le faire par sa politique de loisirs: le football, salaires, car le gars se dit «Si je veux un politique de sport et de loisirs, mais l'harmonie et la société de pêche bon mois, il faut que je fasse des aujourd'hui, les travailleurs ne veulent Peugeot connurent un certain essor. suggestions». Et bien sûr, il y a des plus des «loisirs Peugeot» et la temps, deux coups vont lui être portés équipe, des gars n'en posent pas, ce qui de masse: elle est plutôt destinée à par les travailleurs, les grèves de 64 et est mon cas, on leur dit «il faut essayer entretenir une élite dans des buts de

masquer l'exploitation, il ne pouvait fais une bonne, tu peux devenir chef Ce qui, par contre, permet empêcher les luttes. Dès lors Peugeot d'équipe... Tout ça, ça divise, tu n'en d'«occuper» les travailleurs, et syndicats pour la lutte, Peugeot va en tirer les leçons. Comment faire entends jamais parler entre les gars, d'entretenir des illusions, c'est pour empêcher les travailleurs de ceux qui en font, le font sous le l'automobile. Peugeot vend des lutter? D'abord les lier à leur propre manteau. Peugeot lui, il en parle, il exploitation par une relance de cette relance ça sans cesse dans le JIP politique mais ensuite, tenter de leur (Journal d'Information Peugeot). Mais ceux qui pratiquent ce qui est appelé enlever l'envie de lutter ainsi que les généralement les gars qui en font sont ici «la vente à neuf mois» ; ce système moyens de le faire et se munir de considérés comme des salauds par les moyens permettant de faire face à un autres travailleurs». éventuel retour de bâton. Voilà le Peugeot dispose de surcroît de fond de la politique de Peugeot vis à plusieurs journaux patronaux, le vis des travailleurs. Voyons comment «JIP», «l'Intercollaborateur», lui leurs voitures, les entretiennent elle se traduit dans la pratique, par permettent de diffuser largement une

Lier l'ouvrier à sa propre exploitation, un exemple en est donné par le système des suggestions. Un travailleur nous explique de quoi il retourne : «les aux travailleurs l'envie de lutter. Pour suggestions c'est simple, tu te rends cela, Peugeot fait preuve d'une grande compte dans ton travail que quelque souplesse. «La direction ne refuse pas chose ne va pas, ou que tu pourrais systématiquement les revendications faire plus vite avec une amélioration sur les conditions de travail, nous dit technique, alors tu fais une suggestion un travailleur, elle dit oui, mais elle et on te la paye. Bien sûr, ce que tu vas laisse trainer, elle amuse les gars, on gagner ne représente qu'une infime étudie le problème pendant 3 mois, partie de ce que Peugeot va gagner. puis il faut 6 mois pour les plans, un Regarde ce que peut rapporter une an pour les crédits...» Et il poursuit : légère amélioration technique «Pour les salaires, c'est pareil, la appliquée à des milliers d'ouvriers. Le direction sait que si elle lâche 2% ici, gars pris dans ce système fait 2% là, il n'y aura pas de problèmes augmenter la cadence de ses voisins et c'est mieux pour elle que de lâcher 5% Redoutant cependant que les fatigue nerveuse accrue. La solution de politique, Peugeot cherche à implanter

de faire des améliorations, tes copains prestige (le FC Sochaux par exemple

le chantage à la crise et les possibilités

même sa propre cadence, tu peux tous les 6 mois, car entre les deux, il y travailleurs ne s'organisent dans leurs Peugeot ne fut pas d'éviter que les

voitures à ses salariés 12% moins cher que sur le marché. Nombreux sont quelque argent dessus. Mais les plus mordus font des améliorations sur pour les préserver des intempéries, cette vente tient une place très importante dans la vie du pays de ce système ne leur rapportait



1968, les ouvriers qui occupent l'usine, peignent leur victoire sur les murs de Peugeot.

cherche à leur en enlever les moyens. Ceci sous diverses formes : il existe par sont d'anciens contremaitres, la qui ont pour rôle de supplanter le délégué du personnel dans l'atelier, de 9 mois en espérant qu'on va gagner c'est par eux que doivent passer toutes les questions concernant le personnel. De plus, ils patrouillent sans cesse dans l'atelier cherchant à discuter avec les travailleurs, à connaître le climat. Un syndicaliste CFDT explique: «Si les gars ne vont pas le voir, c'est la direction qui le renvoie vers les gars. Si on laisse faire, bientôt ce ne sera plus mœurs», nous dit un syndicaliste. En le militant qui connaîtra la plus de tenter de transformer chaque température de l'atelier, mais la travailleur qui s'y adonne en direction mieux que nous pour représentant de commerce de Peugeot, désamorcers. Un autre ajoute «Et on ce système entretien l'illusion qu'on fait en sorte que ce gars-là fasse possède un capital à faire fructifier, il obtenir satisfaction aux gars sur des que quelques uns vont bouger, alors, ne vise qu'à détourner de la lutte de petites choses de façon à donner dès qu'il se passe quelque chose dans classe. Il s'agit bien d'illusions car les confiance et à supplanter le délégué». statistiques faites sur l'ensemble des Mais il existe beaucoup d'autres personnes se livrant à ce marché par moyens pour Peugeot. Par exemple, des ingénieurs Peugeot, ont prouvé que aux presses d'emboutissage. les travailleurs s'étaient plaints du bruit infernal fait par les machines qui provoquait des surdités et une

presses fassent tant de bruit, mais d'éviter que les travailleurs ne l'entendent. Pour cela les travailleurs exemple des «conseillers d'atelier». Ce sont dotés de casques anti-bruit munis plupart du temps syndiqués à la CFT la musique d'ambiance... Amélioration explique un travailleur des presses, «si devient invivable, tu remets ton pratique pour Peugeot...». «La grande tactique Peugeot, c'est les moyens psychologiques, éviter toute action, chloroformer les gens», nous dira un

> Mais parallèlement à cela, Peugeot se prépare à faire face à toute éventualité: «ils se disent, peut-être un atelier, la maitrise rapplique, ils restent là des heures à surveiller, à place, c'est la même chose pour les délégués pendant les heures de délégation, ils sont suivis sans arrêt». la CFT depuis 1968, à l'exemple de Citroën. Chacun ici connait la CFT et

son rôle dans l'agression fasciste des grévistes de St-Etienne. Peugeot favorise également l'implantation de FO et de la CGC . Avec eux et la CFT Peugeot dispose d'une majorité de syndicats «aux ordres» (3/5), ce qui lui permet de faire passer ses projets avec l'assentiment des organisations

Mais, malgré les capacités manœuvrières de Peugeot, et les moyens mis en place, malgré le vide existant en face au niveau des directions syndicales, Peugeot ne peut être le plus fort. Un travailleur de l'outillage nous explique: «Ce que Peugeot risque à ce jeu, c'est de faire le pas de trop, ça a déjà grincé pour les grèves de l'EDF, alors qu'ils voulaient nous faire rattraper les deux heures perdues. Pour l'histoire des conseillers d'atelier, c'est pareil, dans certains cas, portes, ils n'osent pas diffuser leurs papiers. Ce que je pense, moi, c'est que toute cette politique, ca radicalise les gars, à la longue. On a l'impression aujourd'hui qu'il n'y a rien, que les radicalisent, j'en suis persuadé, et le

la vie à sochaux-montbéliard: l'exploitation peugeot 24 heures sur 24

les industriels ont 1% de leur chiffre d'affaire réservé obligatoirement à la Montbéliard et alternent à l'affiche le porno et le karaté. construction, avec cela Peugeot a créé l'ASA-CRL, société immobilière qui êtend son emprise sur toute la région. Dans le pays de Montbéliard, 80% des logements La vie de ces citées est réglée au rythme du doublage (2x8), les travailleurs sont gérés par Peugeot. Pas directement bien sûr, mais par des sociétés comme la rentrent chez eux après le travail et ils attendent le lendemain... Un travailleur CRL où il est majoritaire. Progressivement des cités-dortoirs ont été construites, nous dit «les ouvriers-paysans, les vieux qui viennent de loin quelquefois, une où sont logés les ouvriers de Peugeot. Un système de concessions permet aux fois rentrés chez eux, ils s'occupent de leurs lapins, de leur bout de champ entreprises (Peugeot et Travaux Publics principalement) de réserver des places d'accord, ils se crèvent mais au moins ils vivent avec ce truc-là, tandis qu'ici il n'y selon leur importance. Ce système est également en vigueur pour l'AMAT (voir a rien, si tu demandes à un jeune ce qu'il a fait hier, il te dira: j'ai dormi». encart immigrés), il signifie l'impossibilité de trouver un logement sans passer par Que faire quand on est jeune dans ces cités? Il y a bien les MJC, mais leurs

vont au RAVI et comme nous le dira un habitant: «on vit en circuit fermé, ici, le société.

«Taylor, directeur de sinistre réputation chez Peugeot, expliquait que Peugeot travailleur ne quitte pas Peugeot». Peugeot ne s'embarrasse pas dès lors avait toujours été frappé par ce que faisait Michelin à Clermont-Ferrand», c'est d'investissements improductifs comme les équipements collectifs, il préfère par un travailleur de Peugeot qui parle, il explique comment Peugeot a investi tous exemple certaines compagnies d'assurances qu'il tient également et qui, elles, les domaines de la vie dans le pays de Montbéliard. Peugeot se développant a vu rapportent. Dans ces cités, pas de crèches, très peu de transports. Les voitures un grand intérêt à investir dans l'immobilier et dans l'approvisionnement. Tous Peugeot sont là pour être vendues. Aucun loisir. Les rares cinémas sont à

les patrons, donc, dans la plupart des cas par Peugeot. Dans les foyers AMAT, on structures ne répondent en rien aux besoins des jeunes travailleurs. Alors les vu des travailleurs loger dans les couloirs ou dans les cuisines, bien que des jeunes se retrouvent dans les bistrots... à Montbéliard, car dans les cités, il n'y en chambres soient libres, ils travaillaient dans le bâtiment et les chambres étaient 🛮 a même pas. Pour qu'il n'y ait pas d'absence le lundi matin au travail, les bals de la région sont fermés le dimanche soir. Tout est axé sur Peugeot. Devant cette Au cœur des cités on trouve les RAVI, (des supermarchés) et les RAVI c'est aussi situation les jeunes se révoltent, d'une manière confuse certes: des bandes Peugeot. Dans ces magasins, les ouvriers de Peugeot ont droit à une remise de s'organisent, il y a quelques années, les jeunes s'en prenaient parfois aux voitures 5%. Car Peugeot ne cherche pas à pratiquer dans ce domaine et dans celui du Peugeot dans les parcs de stockage, rayant la peinture ou sabotant les moteurs. logement une politique de profit direct. Des profits, certes, il en fait, la meilleure Cette situation de la jeunesse est significative de la crise idéologique de la preuve en est que la même politique au niveau du transport des ouvriers ne bourgeoisie qui ne peut offrir aux jeunes aucune perspective sinon l'exploitation s'étant pas avérée assez lucrative à son goût, il les a bien vite abandonnés à à l'usine, et hors de l'usine. Cette crise touche aussi les autres habitants des cités d'autres compagnies. Les prix augmentent malgré tout aux RAVI et une hausse qui eux, commencent à s'organiser pour des luttes revendicatives sur le des loyers est prévue pour le premier janvier 75. Mais ce que Peugeot cherche logement. Dans leurs luttes comme à la cité des Buis, par exemple, où 900 surtout en avant le monopole du logement et de l'approvisionnement, c'est à familles sur 1200 participent activement au mouvement, ne se dessine pas éviter une trop forte hausse du prix de la force de travail, il cherche à contenir seulement le désir d'un meilleur logement, mais aussi celui de briser l'isolement, les salaires. Bien sûr, tout se tient, les travailleurs trouvant RAVI moins cher de nouer des relations nouvelles entre eux, l'aspiration à un autre type de

que pensent les travailleurs de la «fusion» ils n'ont pas pu en mettre... Et la CFT n'est pas si forte que ça ici, à certaines et du chantage à la crise?

jour où ils partiront, ca veut faire mal, I de ses conséquences, de ce 1,5 milliard versé par l'Etat dans ce rapprochement et crise, il ne sait pas ce que c'est». Nous demandons alors pourquoi le de la soi-disant crise économique de la bourgeoisie.

crise, c'est tout un trafic, il n'y a pas grand chose de vrai là-dedans».

Plus loin, des jeunes ajoutent : «1, 5 milliard ça fait 70 F par gars qui paye des impôts, ça c'est des sous qu'on nous a pris, alors, au lieu de leur donner à eux les milliards, ils feraient mieux de nous les donner à nous. La crise, c'est pas

avec toute la propagande faite là-dessus, ils vivent dans une période travaille, les gars disent: on est trahi par les syndicats, les partis... c'est tous des d'incertitude. Ce qui est sûr pour Peugeot-Citroën, c'est que c'est nous qui ferons pourris. Ca s'explique (voir encart sur les grèves de 64 et 68). Et il y a un gros les frais du rapprochement, on connaît Peugeot, on connaît Citroën, s'ils font ça, problème sur lequel tout le monde bute, aussi bien les partis que les syndicats. ce n'est pas pour perdre du pognon, c'est pour en gagner et en gagner sur notre que les gauchistes, c'est de savoir qu'est ce que ça sera le socialisme, personne ne

Un travailleur marocain expliquera quant à lui : «le gouvernement dit que c'est vie? Une autre conception de vie? C'est ça le problème».

A la sortie de l'équipe du matin, à Peugeot-Sochaux, les travailleurs se rendent à la crise, mais il donne des milliards aux patrons pour nous écraser encore plus. La la place des cars, ces cars vont les ramener chez eux, pour certains à 70 km de crise, ce n'est pas vrai, c'est comme pour le pétrole, maintenant même des Sochaux. Il pleut, les travailleurs se pressent sous quelques abris en tôle en Français disent aussi qu'il n'y a pas de crise à cause du pétrole. La crise c'est attendant leur car. Nous discutons avec eux du rapprochement Peugeot-Citroën, pour les pauvres, mais le bourgeois, il ne sent pas la crise, il parle de crise, mais la gouvernement parle de crise. La réponse est nette : «c'est pour écraser la classe

Un vieux travailleur, les traits tirés par la fatigue nous dit : «Ca n'amènera rien de ouvrière, pour pas que les ouvriers relèvent la tête contre eux». bon, il y a le risque de licenciements, comme il y en a déjà eu chez Citroën. La D'autres travailleurs, syndicalistes CFDT, avec qui nous avons discuté plus longuement nous disent : «il y a l'idée de changer les choses qui grandit, ça revient comme avant 68, tu sens que les gars ne sont pas contents, mais il faudrait une étincelle. Il y a un climat de mécontentement, mais c'est encore individuel». Un autre ajoute : «les gars en ont ras le bol, ils disent que ça va vrai, ça, on le voit bien, il n'y a pas de crise, les résultats sont là, Peugeot à les craquer, et aussi: ce sera pire qu'en 68». (voir encart). Nous demandons alors si reins solides... certainement plus que moi». Un autre travailleur que nous des signes indiquent cette volonté de changement, ce besoin d'une autre société. rencontrerons dans son quartier nous dira : «1,5 milliard, ça fait beaucoup, tout L'un d'eux nous dit : «Il y a quelque chose dont je me suis aperçu, c'est le monde en cause, ça a porté, surtout quand le gouvernement dit qu'il n'y a pas l'attitude des gars par rapport à la production. Avant, si la chaine allait trop vite, si le gars n'arrivait pas à suivre la cadence, il prenaît sur lui-même pour fournir «Peugeot, c'est une boîte solide, ils font 2 millions de bénéfices par ouvrier et un travail de qualité. Maintenant, c'est fini, si ça ne va pas, tant pis, il laissera par an, assure un travailleur des presses d'emboutissage, alors, quand on voit dans passer la pièce, il s'en fout. Avant les gars étaient plus fiers de ce qu'ils faisaients. al) Peugeot parler de devoir «naviguer à vue», ca ne prend C'est toute la question de la finalité de la production qui est posée. A cette pas: pourtant certains gars ne savent pas bien s'il y a crise ou s'il n'y a pas crise, question sur les aspirations à une autre société, un autre répondra: «Où je

l'a jamais expliqué à la classe ouvrière. Qu'est-ce que ca serait demain une autre

un bagne pour les travailleurs immigrés

Peugeot s'est doté de tout un dispositif qu'ils puissent difficilement moins cher. Mais en plus du système visant à adapter la main d'œuvre à ses s'organiser. Par exemple, lors des contrats, Peugeot dispose de la à la peinture et sur les chaines de nervis Peugeot...

besoins. Un travailleur des presses d'embauche en Tunisie, trois Nota, boîte d'intérim dirigé par lui qui, d'emboutissage nous l'explique : «Si, conditions étaient requises : ne lire, ni elle, recrute des travailleurs immigrés par exemple, il leur faut des voitures n'écrire le français, ne lire ni n'écrire ayant déjà travaillé en France. Ces tout de suite, comme actuellement l'arabe, ne pas avoir de connaissances travailleurs sont utilisés pour boucher 1.100 viennent de partir pour le en mécanique... Arrivés à Sochaux, les les trous et sont débauchés en premier, Koweit, ils embauchent, mais après, si immigrés sont parqués dans des foyers le cas échéant, le travail étant à la il n'y a plus rien, si c'est le creux de la Sonacotra, AMAT (Association semaine. vague, on liquide, on fout les ouvriers Montbéliardaise d'Aide aux Cependant, les travailleurs immigrés à la porte. Et c'est les copains Travailleurs, association «sans but supportent de plus en plus immigrés les premiers frappés. Dans lucratif» qui fait payer aux travailleurs difficilement les conditions dans mon atelier, à l'emboutissage, il y a 210 F de loyer pour une chambre d'un lesquelles Peugeot veut les tenir, aussi 6600 personnes dont 70% d'immigrés, lit, et au conseil d'administration de plusieurs débrayages ont-ils été à leur si on enlève les cadres, les bureaux, ça laquelle on retrouve tous les notables actif, ces dernières années. fait environ 90% d'immigrés à la locaux, des UDR aux membres du PS Récemment, Peugeot a essayé production, ils sont toujours aux sans oublier les directeurs de Peugeot) d'embaucher de jeunes Italiens. Mal lui postes les plus durs, à l'emboutissage, ou des foyers Peugeot gardés par des en pris, ceux-ci, voyant les postes

auxquels on voulait les affecter Les travailleurs immigrés ainsi refusèrent de travailler et quittèrent Les immigrés sont recrutés dans leurs embauchés le sont sous contrat. Sochaux sur le champ. «Sur le coup, pays d'origine selon les critères de Actuellement, il y a même des contrats ca a fait rire les gars, nous dit un force physique pour pouvoir les d'un mois, on peut ainsi chaque mois ouvrier, mais dans le fond, ça a affecter aux travaux les plus pénibles. renvoyer ces travailleurs suivant les marqué, ce coup-là, aujourd'hui, si on Peugeot cherche à ce que les immigrés besoins et ce système permet à veut faire dresser les cheveux sur la qu'il embauche aient le plus possible Peugeot d'employer de la tête à la maitrise, il n'y a qu'à leur de difficultés à s'adapter, de façon à ce main-d'œuvre «à l'essai» qu'il paye parler des Italiens».

1 MILLIARD ET DEMI PAYE PAR LES TRAVAILLEURS

assure la direction du nouveau holding largement complémentaires. vague pour permettre à Michelin de petits et produit 19% des véhicules de bourgeoisie, afin de saboter leur lutte choisir en temps opportun, en 3,5 à 6 tonnes en Europe, les deux contre les licenciements, refusait le fonction de la conjoncture, s'il doit ou gammes sont donc bien moindre prêt pour faire repartir les non laisser définitivement de côté complémentaires. De plus, si Berliet entreprises concernées.

l'«aide» qui va être versée par l'Etat, Pologne, Iran...). Son chiffre d'affaire nullement cachées. Fourcade ne soient un milliard pour renflouer à l'exportation a en effet augmenté de déclarait-il pas à Europe nº 1 qu'il Citroën et 450 millions pour permettre 74% entre le premier semestre 1973 et fallait «ramener les effectifs à un à la Régie Renault de racheter Berliet la période correspondante de 1974, niveau normal compte tenu de (dont Michelin est le principal Nul doûte que le réseau commercial l'exploitation...». Autant dire que de actionnaire avec 97,2% des actions). servira de point d'appui à Saviem pour nouveaux licenciements ou «départs Si le rapprochement Citroën-Peugeot conquérir de nouveaux marchés pour volontaires» se préparent. Les est en droit de se demander où est la était prévu depuis un certain temps ses modèles. déjà (voir FR Nº 135), la fusion Cependant, malgré une spécialisation Berliet-Saviem apparait comme un certaine de leur production, la élément nouveau de la politique de concurrence capitaliste fait que des «changement» de Giscard-Chirac. restructuration capitaliste. Pourquoi ce modèles, à la charnière des deux rachat de Berliet par Renault qui gammes, sont produits à la fois par

POURQUOI CET ACCORD

apporter de plus aux travailleurs ?

«La volonté des pouvoirs publics de raunir Berliet et Saviem ne date pas d'hier...» (les Echos). Concentrer QU'EST-CE QUI VA CHANGER ?

est faible en Europe, il est bien 1,5 milliard, c'est bien le montant de implanté dans d'autres pays (Algérie, d'une telle restructuration ne sont

contrôle la Saviem à près de 100% ? Berliet et par Saviem. Des modèles Qu'est-ce que ce rapprochement va vont-ils être abandonnés, des usines vont-elles fermer ou réduire le nombre d'emploi? Telles sont les questions que se posent les travailleurs, avec

raison.

communiqué commun, le face à la concurrence étrangère restructurations puisque... c'est eux milliard à Citroën alors que le Capital rapprochement entre Peugeot et (Mercédès, Fiat...) tel est le but visé. qui vont payer par le biais de l'impôt. de cette société est de 1,2 milliard, Citroën est désormais effectif. Peugeot Les deux groupes sont en effet L'Etat raconte qu'il s'agit d'un simple cela veut dire que l'Etat a les moyens composé des «Automobiles Citroën» Si Berliet occupe une place modeste particulièrement intéressant, Sidélor et Notons au passage que pour les et des «Automobiles Peugeot». sur l'ensemble du marché européen des Usinor, précédents bénéficiaires d'un révisionnistes, nationaliser, c'est Michelin garde le contrôle financier de poids lourds, il s'est depuis longtemps prêt de 2 milliards et demi pour la indemniser... Michelin (payer 1,2 Citroën avec deux tiers des actions, le spécialisé dans la construction des construction de Fos, n'ont toujours milliard). Nationalisée ou pas, c'est tiers restant revenant à Peugeot. Le modèles du haut de gamme et détient pas entamé le remboursement. Les toujours les travailleurs qui payent communiqué publié assure qu'il «est 6,2% de la production européenne travailleurs de Lip, de Titan-Coder, prévu que ces positions s'inverseront dans les plus de 6 tonnes. Saviem au d'Annonay sont en droit de demander l'usine appartiendra aux travailleurs». par la suite». Ce qui est suffisamment contraire, a misé sur les modèles plus des comptes, eux pour qui la L'OS de Renault a-t-il jamais eu le

> travailleurs amenés à financer e u x - mêmes leurs propres telle entreprise pour les travailleurs. licenciements, voilà où conduit le

QUE RECLAMENT LE P&C»F ET LA révisionnistes, se demandent déjà

GAUCHE Là-dessus, les révisionnistes du P«C»F sont muets. Pourtant, les 450 millions dans la filiale d'une entreprise donnés à Renault sont tout aussi nationalisée au même titre que Saviem, scandaleux que le milliard versé à ils savent que les luttes pour les Citroën contre lequel ils s'élèvent avec revendications seront dures : les tant de vigueur allant jusqu'à traditions de lutte des Saviem en demander la «nationalisation » de témoignent! l'industrie française du poids lourd en Tout d'abord, c'est tous les travailleurs Citroën. Le raisonnement est le

prêt, mais outre qu'il est à un taux de racheter Citroen, de la nationaliser. Mais, disent-ils, «une fois nationalisée, sentiment que Renault lui appartenait? Son salaire, ses conditions de travail sont-ils si différents? Est-il moins exploité? Non. Pour les révisionnistes, «nationaliser Citroen, c'est donner le moyen aux travailleurs de mieux contrôler cette société». Lorsque l'on sait que Renault qui produit deux fois plus de véhicules que Citroen déclare quatre fois moins de bénéfices et que sa société financière est en Suisse, on possibilité réelle de «contrôler» une Les nationalisations prônées par le P&C»F donnent tellement confiance aux travailleurs, que ceux de Berliet, loin d'afficher la satisfaction des

quelles vont en être les conséquences sur l'emploi. Employés aujourd'hui

Pierre MOREL

les grèves de 1964 et 1968

Chez les travailleurs de Peugeot-Sochaux, le mécontentement grandit, on assiste à une radicalisation, des aspirations à une société différente se dessinent. Cependant les travailleurs se sentent démunis car ils n'ont plus confiance dans les directions syndicales actuelles. Leur défiance n'est pas nouvelle, elle remonte aux deux grèves de 64 et de 68.

En 64, on assiste à un mouvement parti de la base, très largement suivi, mais les formes de lutte mises en avant par la direction de la CGT en particulier vont conduire la greve à l'échec. Il s'agit de débravages de 2 heures par jour. Mais la direction décidera de mettre un jour et demi à pied chaque grévistes qui a fait 2 heures de grève. Face à cela, la direction de la CGT ne proposera rien d'autre, la grève échouera.

En 1968, la grève part le 20 mai, l'usine est occupée. «Après, il y a eu Grenelle et les élections». Nous dit un travailleur qui a vécu cette grève. «Beaucoup de délégués s'intéressent beaucoup plus aux élections qu'à la boîte et le 9 juin, on reprend. J'ai vu des gard du PC qui chialaient disant «C'est pas possible, c'est bradé». Mais le 10 juin, à l'initiative d'une poignée de militants CFDT, la grève reprend avec occupation. La détermination des grévistes est alors plus grande. Devant l'échec de son coup de Grenelle, la bourgeoisie envoie ses CRS déloger les travailleurs: ils assassinent deux travailleurs de Peugeot, Blanchet et Baylot, mais toute la population les met en déroute et les CRS doivent battre en retraite.

«Ce jour-là, Peugeot a reçu une claque». Juste après 68, des possibilités existent alors pour mener un véritable syndicalisme de masse, les travailleurs sont déterminés. C'est à partir de ce moment que les réformistes dans la CFDT vont commencer à intriguer, à isoler les éléments combatifs. En un mot réaliser des Assises du PS avant l'heure. Peugeot était la seule entreprise automobile où la CFDT était de taille non groupusculaire; on mesure l'importance qu'elle pouvait avoir pour les réformistes.

C'est à ce moment-là aussi que Peugeot va déployer ses efforts pour tenter de relancer la collaboration de classe, implanter la CFT, mettre en place des moyens pour dissuader les travailleurs de lutter. Face à cette offensive, une direction CGT-programme commun et une direction CFDT aux ordres du PS seront incapables de riposter, refusant de s'appuyer sur les masses.

En août 68, lors de la cérémonie du départ du commissaire de Police de Montbéliard, l'adjoint au maire socialiste, responsable CFDT, vantera les mérites de celui-ci: deux mois avant, deux ouvriers avaient été assassinés par la Aujourd'hui, le PS toujours installé dans les municipalités, gère par cet

intermédiaire la société immobilière «l'Union». Un travailleur nous dira:

«Quand ils ont pris la mairie, ils disaient qu'il y avait un trou de 500 millions, mais depuis, ils l'ont fait payer aux locataires.» Dans le pays de Montbéliard, le PS complète la besogne de Peugeot. Comme nous dit un travailleur, «là où Peugeot n'est pas, c'est le PS qui y est».

CONTRE LA MEDECINE DU PROFIT, LA LUTTE CONTINUE

ambroise paré: malgré les tentatives de division

LA GREVE SE POURSUIT

L'hôpital Ambroise Paré (Boulogne-Billancourt) est en grève illimitée depuis le 19 novembre. Le personnel, et notamment les infirmières, a ainsi montré comment il comprenait la journée d'action nationale : extension de la lutte des postiers à la Fonction Publique. Les principales revendications sont celles communes à l'ensemble de l'Assistance Publique :

-création de 13 000 emplois

-1700 F minimum, 200 F pour tous

titularisation des auxiliaires.

-une meilleure formation professionnelle pour les élèves-infirmières et une formation professionnelle réelle pour tous.

-retraite à 55 ans.

Pour la sécurité des malades, il faut une infirmière pour 15 malades, alors qu'actuellement il y a une infirmière pour 35 malades le jour et parfois pour 70 la nuit. Respecter les normes de sécurité établies par le Ministère de la Santé, ce serait supprimer 317 lits sur les 600 d'Ambroise Paré.

De plus, les travailleurs en grève exigent un logement proche de l'hôpital et une crèche pour les enfants du

Les grévistes se réunissent chaque jour en AG. Ils ont élu un comité de grève comprenant au départ les organisations syndicales CGT et CFDT et des non-syndiqués. La direction de l'hôpital s'est refusée à recevoir le comité de grève, ne voulant discuter qu'avec les syndicats qui regroupent relativement peu de travailleurs de l'hôpital. L'AG a refusé nettement cette tentative de division de la direction.

La lutte a pris d'abord la forme d'une grève administrative: consultations gratuites... et d'une grève du zèle. La grève permet aussi de nouveaux rapports avec les malades: ceux-ci ont signé massivement (257 signatures sur 600 malades), une «Déclaration du personnel aux malades et à leur famille», qui rappelle les revendications et souligne: «la lutte que nous menons pour nos revendications est une lutte dont vous les malades, serez directement les grands bénéficiaires». Le personnel voit de plus en plus clairement qu'à travers les revendications, se pose en fin de compte le problème d'une médecine au service du peuple et non du Capital comme aujourd'hui.

Alors que la grève ne faisait que s'amplifier, les responsables CGT (après une participation fort discrète) ont commencé ouvertement leur travail de sape: discussions individuelles pour appeler à la reprise, diffusion par des syndiqués CGT d'un tract du P«C» F dénonçant le caractère «irresponsable»

Le 29 novembre, en AG, le personnel a rejeté toute idée de reprise et condamné le tract, exigeant une mise au point de la section CGT, celle-ci a répondu par un tract embarrassé où elle devait reconnaitre que la distribution du tract était «inopportune» (!) Cependant, la grève se durcissait, les responsables CGT ont évolué vers la trahison complète.

En début de semaine, pour lutter concrètement contre l'habituelle surcharge, les grévistes ont décidé de réduire le nombre de lits dans de nombreuses ailes en descendant les matelas dans le hall.

Le 5/12, prenant prétexte de cette initiative, les responsables CGT se sont retirés du Comité de Grève, ce qui a entraîné un nouvel éclatement de la section: certains syndiqués élus au comité de grève refusent de le quitter, d'autres déchirent leurs cartes. La plupart continuent la

Le 6/12, la direction de la section CGT répand le bruit que le gouvernement veut fermer l'hôpital si la grève continue.



Après vérifications (à la direction de l'AP et aux Unions Départementales) il s'avère qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre pour briser la lutte.

Le 7/12, la CGT passe, service par service, pour faire pression sur le personnel dans le but de faire cesser la grêve et d'envisager d'autres formes de «lutte»: grèves tournantes,

Malgré un échec total, la direction syndicale intervient en AG pour remettre en cause un vote positif à main levée sur la continuation de la grève.

Le même jour, la direction de l'AP fait détourner les urgences par Police-Secours sur les autres hôpitaux de la région alors que le personnel hospitalier en grève ne refuse absolument pas les urgences. Le plan ORSEC est même décrété dans les Yvelines. C'est en fait la fermeture des urgences et une surcharge de travail pour les hôpitaux voisins. Exemple : des lits supplémentaires sont installés à Garches à l'hôpital Raymond Poincaré. La bourgeoisie cherche à semer la confusion et à tromper les travailleurs sur les moyens et les buts de la grève des hospitaliers.

Le personnel d'A. Paré est très vigilant face à ces tentatives d'intox déjà utilisées au moment de la grève des Postes. D'ailleurs la lutte aux PTT est un exemple pour beaucoup de travailleurs d'Ambroise Paré qui voient comment les manœuvres de la bourgeoisie trouvent appui dans le rôle de briseurs de grève joué par les révisionnistes. Cette prise de conscience a renforcé l'unité et la détermination du personnel face au refus de négocier de l'administration. La lutte continue!

Correspondant Boulogne-Billancourt

LOI BOULIN: LOI DE RENTABILISATION DE L'HOPITAL

Nous publions ici un bref apercu de la politique hospitalière de la bourgeoisie. Nous y reveindrons plus en détails.

La dégradation de l'hospitalisation des masses dans les hôpitaux, la sélectivité des investissements pour la recherche sur certains cas et pour les techniques de pointe au détriment des soins pour les maladies courantes, le développement du secteur privé dans les hôpitaux «publics», la baisse des salaires, des effectifs, l'intensification du travail etc... sont toutes les conséquences de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux «publics» renforcée avec la réforme Boulin du 31 déc. 1970.

•LA REFORME BOULIN = LIMITER LE PLUS POSSIBLE LES FRAIS DE REPARATION DES TRAVAILLEURS MALADES.

Quel objectif suit la bourgeosie? Le 18 juin 1970, Boulin déclarait au Figaro:

«Si vous m'y aidez, le pari de la médecine libérale sera tenu et gagné; ce pari consiste à maintenir l'exercice libéral de la médecine dans un système de protection généralisé. La difficulté vient de la croissance des dépenses de ce système et de l'insuffisance relative des ressources appelées à le gérer. D'un côté la consommation médicale croît selon une loi dite du «doublement décennal», de l'autre, les recettes suivent suivant les salaires, puisque l'essentiel d'entre elles viennent des cotisations d'assurance-maladie. Le hiatus entre ces deux courbes se traduit par un déficit qui dépassera 10 milliards de F en 1973. Pour éviter ce déficit...il faut rationaliser notre système de santé. L'effort portera en a priorité sur le secteur hospitalier qui représente plus de 40% des dépenses maladie: un projet de réforme hospitalière portant sur la coordination des établissements publics et privés sera soumis au Parlement... à la prochaine session».

Pour la bourgeoisie le but était double 1) Réduire les dépenses de santé du budget de l'Etat

en organisant une politique de coordination des investissements des capitaux publics et des capitaux privés et non en développant une concurrence anarchique telle que les hôpitaux public équipés par l'Etat capitaliste perdraient toute une part de leur clientèle au profit des cliniques privées. Pour ce faire, une carte nationale hospitalière a été édictée, subordonnant au contrôle de l'Etat

puisse répartir les investissements, au mieux de ses intérêts. De fait comme le montre la lutte pour la polyclinique de Grande Synthe, l'application de ces mesures tient compte des intérêts locaux de la bourgeoisie, des groupes de pression politiques rassemblant des

en équilibrant les dépenses de santé avec les recettes prélevées sur les salaires par la Sécurité Sociale.

C'est dans la logique de cette politique, que les ordonnances réduisant les prestations de la Sécurité Sociale versées aux travailleurs, avaient été promulguées en 1967, que le gouvernement a récemment présenté la réforme de la Sécurité Sociale en faisant payer les déficits des régimes particuliers par le régime général, que la sécurité sociale est en train de mettre en forme un «profil du malade» afin de déterminer moyenne des jours de maladie et de médicaments donnée en France pour pouvoir imposer ensuite une limitation de la quantité de soins remboursés.

2) Mais l'objectif principal était, au mépris de la santé des malades une rentabilisation capitaliste plus grande du secteur public d'hospitalisation qui rien que pour Paris, représente 35 000 lits et 55.000 employés...

LES MOYENS DE CETTE

RENTABILISATION...

En associant les hopitaux en groupements inter-hospitaliers l'Etat capitaliste les a doté de véritables conseils d'administration et a renforcé les pouvoirs du directeur en prenant modèle sur l'usine capitaliste, son conseil d'administration et son patron. En fait il s'agit par toute une série de mesures (association des médecins chefs à la gestion de leurs services, possibilité pour les hôpitaux de «recourir à l'emprunt au taux normal du marché») de moderniser la gestion capitaliste des hôpitaux. L'objet principal de ces mesures c'est de transformer tout l'appareil public d'hospitalisation (dont l'Assistance Publique est le meilleur exemple) en trust d'Etat, rentable, concurrentiel. C'est la logique même du développement du capitalisme qui fait de tous les aspects de la vie sociale une source de profits. En ce domaine l'Etat bourgeois a joué; un rôle de centralisation et d'organisateur.

OLES PATRONS DE LA MEDECINE Y TROUVENT LEUR COMPTE

La rationalisation des hôpitaux consacrant la main-mise de l'Etat sur la santé, celui-ci s'est heurté à l'opposition d'une partie du corps d'hôpitaux afin que la bourgeoisie hospitaliers dont l'hôpital était le

les quelques miettes accordées aux négociations on est loin du compte

En guise de réponse à la grève des veut dire quand les conditions de hôpitaux de l'Assistance Publique et aux revendications des travailleurs hospitaliers, des négociations ont eu lieu le 3 décembre au cours desquelles Pallez, le directeur général de l'Assistance Publique, a fait aux syndicats quelques promesses.

Comme pour les postiers, la bourgeoisie s'est contentée d'un saupoudrage de miettes visant à accélérer le mouvement de reprise qui s'était amorcé. Ces miettes ont été qualifiées d'«importants succès» par «l'Huma» du 4 décembre.

-Pour les 1700 F et les 200 F renvoyés aux négociations du 13 décembre dans la fonction publique... une fois de plus les revendications essentielles sont passées sous silence. A la revendication de titularisation des 50 000 auxiliaires, Pallez propose la titularisation d'une centaine d'intermittents sans concours s'ils ont concours pour titulariser 250

-Pallez prévoit bien la création de 1500 emplois par an, mais qu'est-ce que cela sur trois, comment cela sera-t-il

travail sont détestables et les salaires misérables... quand cette promesse est subordonnée à un déblocage de crédits qui est aujourd'hui pour le moins hypothétique.

-Quant à la prime de service dont 1/70º sautait à chaque jour de maladie, afin de contraindre les hospitaliers à une présence à l'hôpital où il y a pénurie d'effectifs, elle ne sera plus amputée en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de maternité, mais l'aspect le plus important est oublié, elle continuera de sauter quand les travailleurs uniformes, les hospitaliers sont surmenés et malades du fait des conditions de travail seront contraints de se mettre en maladie... la prime de service restera une prime contre

-Réduction de travail d'une heure par jour pour les femmes enceintes à partir du 30 mois, mais s'il n'y a personne pour prendre le relai, cette heure ne plus de 4 ans d'ancienneté et un risque-t-elle pas d'être supprimée dans les faits par l'administration, coutumière de ce genre de pratiques. -Un dimande sur deux au lieu de un

possible dans le cadre de la pénurie actuelle?

-Pour les travailleurs immigrés des Antilles, de la Réunion, ils auront un «dédommagement» pour se rendre dans leur pays, le but étant d'aller «par étapes» vers un voyage payé en 1977. Belle largesse de la bourgeoisie qui pille les colonies et déporte des milliers

-Enfin, les femmes de ménage «remplissant les conditions» seront recrutées «prioritairement» (c'est à dire en fonction des crédits) comme agents hospitaliers; et trois jours supplémentaires leur sont accordés.

En fait, «cet important succès» sur des questions «pendantes depuis 10 ans» n'est qu'une suite de concessions extrêmement minimes sur des problèmes particuliers; le fond même de la politique de rentabilisation capitaliste des hôpitaux n'est pas remis en cause. En présentant comme des succès ces miettes, les révisionnistes donnent un avant-goût des «largesses» qu'une fois au gouvernement, ils seront prêts à accorder pour la satisfaction des justes revendications des travailleurs de la Santé.

«ANNEE DE L'HYGIENE» A L'ASSISTANCE PUBLIQUE...

La direction des hôpitaux de l'Assistance Publique a décrété cette année:

«l'année de l'hygiène».

Il paraît qu'il faut en mettre un coup du côté de l'hygiène dans les hôpitaux pour mettre fin à une série de scandales (3 bébés morts à la maternité de Port Royal par une maladie contagieuse) et de bruits qui courent selon lesquels on attrape plus de maladies dans les hôpitaux que l'on en guérit. Des réunions sont organisées par les patrons, puis par les surveillants, on fait faire des stages aux agents hospitaliers où on apprend à faire le ménage avec des petites brosses, des chiffons, 3-4 sortes de produits, de la gaze molle pour faire un balayage humide, etc... Mais lorsqu'on revient dans son service, la réalité, c'est 18. 20 chambres à laver plus les bureaux des patrons, des infirmières, des surveillantes, les sanitaires, etc... Tout cela seule ou à deux dans le meilleur des cas, la réalité, c'est un coup de serpillière, c'est des murs dégoûtants, des tables à repas encrassées, des vitres qui doivent être faites une fois par an et à travers lesquelles on ne voit rien. C'est, lorsqu'un malade part, sa chambre faite «à fond», c'est à dire comme d'habitude: lavage du sol et lit refait, mais les couvertures ont à peine le temps de refroidir, les murs ne sont pas lessivés, les meubles non plus et la désinfection qui ne vient que dans de rares cas.

Cette campagne pour l'hygiène sert en vérité à masquer la pénurie de matériel et de personnel et à rendre plus efficace le personnel car, comme on nous l'a dit à quelques mots près: «s'il manque du matériel, c'est qu'il y a du gaspillage et du vol et s'il manque du personnel, c'est qu'il y a beaucoup de temps perdu par un travail peu rationnel».

Non, l'hygiène, ce n'est pas cette mascarade qui veut nous rendre

responsables, nous, agents, infirmières.

Oui, l'hôpital c'est dégoûtant et nous sommes souvent bien amères de ne pouvoir faire notre travail comme il devrait l'être: au service réel du maladel Un agent hospitalier des hôpitaux de l'A.P.

LOI BOULIN (suite de la p 6)

royaume du matin et leur clinique celui de l'après-midi se sont souvent opposés à l'instauration du plein temps hospitalier (obligation pour le médecin de passer 8 heures par jour à l'hôpital), mesure devant retenir un certan nombre de médecins pour faire tourner le lourd équipement hospitalier, face à la concurrence des cliniques privées.

En échange, les médecins acceptant le plein temps, se sont vus attribués de véritables «ailes privées» dans leurs services, le chef de service étant associé largement aux bénéfices de ce secteur privé tandis que le malade, généralement aisé, paie plus cher pour être mieux soigné, mieux surveillé et bénéficier d'un plus grand confort que dans les services«normaux» où les malades sont victimes du manque de personnel et de moyens.

Ajoutons que les contraintes imposées aux médecins à plein temps sont très relatives puisque dans les faits, le plus souvent ils viennent aux heures qui leur conviennent et ne consacrent que fort peu de temps aux malades. Certains continuent de posséder des cliniques privées, tels des grands patrons de la chirurgie qui expérimentent d'abord à l'hôpital, des techniques, pour les utiliser ensuite dans leurs cliniques du 16º et ailleurs. LES HOPITAUX QUI

RAPPORTENT ...

La réglementation de 70 a également divisé les hôpitaux en plus et moins rentables. Ainsi, dans les hôpitaux pour malades aigus (adultes ou enfants), c'est à dire pour des gens qui redeviendront des producteurs ou qui sont destinés à le devenir, le personnel est plus nombreux, l'équipement plus lourd, l'encadrement médical plus solide. Les patrons qui pratiquent une médecine de pointe et des opérations de haut niveau dans ces secteurs sont aussi directement interressés pour l'argent et le prestige que cela leur rapporte.

... ET CEUX QUI RAPPORTENT MOINS

Par contre, dans les établissements pour malades chroniques et les hospices peuplés en général de vieux travailleurs, qui ne sont plus en état de produire, le personnel est rare, souvent moins qualifié, l'équipement réduit au strict minimum. Le service de médecine générale de l'hôpital de la Pitié à Paris où sont délaissés de nombreux malades chroniques, est un exemple de cette médecine pour le profit. On a entassé dans les services de médecine générale tous ceux que la médecine de pointe ne veut pas. Tous les malades le disent: «Quand tu es catalogué comme chronique, tu n'es pas soigné».

• RENTABILISATION CONTRE LE PERSONNEL

Enfin, la rentabilisation capitaliste s'est développée sur le dos du personnel hospitalier: salaires très bas, réduction des effectifs et augmentation de la charge de travail, développement de l'emploi des élèves-infirmières , des agents sous contrat, utilisés comme bouche-trous... d'où la grève aujourd'hui.

Des travailleurs hospitaliers constatent ainsi que les services qui tournent avec le personnel le plus au-dessous des normes sont jugés plus rentables et obtiennent alors plus facilement que les autres services des rénovations de locaux, par exemple.

• TRAVAILLEURS HOSPITALIERS ET HOSPITALISES: NON A LA MEDECINE DU PROFIT!

Le récent mouvement de grève des travailleurs hospitaliers a montré leur refus massif du profit comme moteur dans la santé. En effet, le personnel hospitalier, avec l'ensemble des malades d'origine populaire, subit la politique de classe de la bourgeoisie.

Le même Etat qui établi une discrimination entre les malades selon la classe sociale, exploite, déqualifie, licencie le personnel hospitalier.

En luttant pour les 1700 F minimum. les 200 F pour tous aux côtés des postiers, les travailleurs des hôpitaux ont montré leur refus du chantage à la crise et de l'exploitation capitaliste. En luttant pour l'augmentation des effectifs et des salaires, l'amélioration de la qualité des soins, en dénonçant la médecine de classe, ils posent les bases d'une alliance solide avec la classe

|Giscard et Ford à la Martinique le 14 décembre

LE PEUPLE MARTINIQUAIS EN LUTTE CONTRE L'OPPRESSION COLONIALE.

C'est à Fort-de-France, capitale de la Martinique, que Giscard d'Estaing rencontre le président américain Ford, le 14 décembre. Giscard d'Estaing entend marquer à cette occasion que la Martinique est une «terre française». Une telle prétention ne saurait masquer la réalité: le peuple martiniquais rejette de plus en plus fermement la domination coloniale de la France avec son cortège de pillages, de misères. Le lieu même de la rencontre du 14 décembre, Fort-de-France, est une ville riche en traditions de luttes, une ville marquée par les manifestations de masse comme celle des ouvriers agricoles en grève, le 12 février dernier, ville marquée aussi par une répression impitoyable des forces françaises, c'est à Fort-de-France, devant le Prisunic de la ville, qu'en Mai 71, le lycéen martiniquais, Gérard NOUVET fut assassiné par une grenade de l'armée, alors qu'il manifestait contre la venue de Messmer. Les traditions de luttes de Fort-de-France contre la domination coloniale, contre les conditions d'existence qu'elle impose, sont celles de toute la Martinique, comme l'ont montré les nombreuses grèves et manifestations des différentes catégories de la population martiniquaise durant les deux premiers mois de cette année.

Dans cette colonie française, située à 7000 km de la France et proclamée «département français d'outre-mer» depuis 1946, avec l'appui des ministres du PCF, le peuple voit ses conditions d'existence se détériorer de jour en

LE COLONIALISME FRAN-CAIS AFFAMEUR DU PEU-PLE MARTINIQUAIS.

Le coût de la vie, supérieur de plus de 40% à ce qu'il est en France, s'élève sans cesse, c'est le cas notamment pour le riz, nourriture de base du peuple martiniquais. Les salaires, eux, restent très bas : le SMIC est fixé à 20% au dessous du SMIC français. Les conditions de travail sont particulièrement dures : c'est ainsi que les ouvriers agricoles, catégorie la plus importante, n'ont même pas droit à la protection contre les produits toxiques utilisés dans l'agriculture, tandis que pour les dockers, par exemple, la mécanisation capitaliste intensifie le travail et supprime de nombreux emplois.

Le chômage atteint des proportions considérables : plus de 60.000 chômeurs soit 1/5 de la population totale évaluée à 340.000 personnes. Officiellement, seulement une cinquantaine d'emplois ont été créés depuis le début 74 tandis que près de 3.000 étaient supprimés depuis le 1er janvier 73. Pourtant, le gouvernement ançais a refusé même l'allocation-chômage.

La jeunesse martiniquaise n'a souvent d'autre perspective que l'émigration

Et quelle perspective! Beaucoup, quand ils ne sont pas chômeurs en France, se retrouvent auxiliaires des PTT, filles de salle dans les hôpitaux... Ils prennent aujourd'hui une part active aux luttes de ces secteurs tout en faisant valoir leurs revendications spécifiques de travailleurs immigrés.

Les conditions de travail, d'hygiène, de vie imposées par la «présence» française en Martinique sont telles que c'est l'existence même du peuple martiniquais qui est menacée. Alors que l'espérance moyenne de vie, à la naissance, est en France de 68 ans pour un homme, elle n'est que de 54 ans en Martinique. La mortalité infantile est élevée : 44 décès avant l'âge d'un an pour 1000 naissances, contre 17/1000 en France. Un tiers, au maximum, des enfants scolarisés passent des examens médicaux. Manifestation évidente de la politique démographique de l'impérialisme : à l'inverse de la France, en Martinique, les autorités françaises ont institué des allocations familiales avec un taux dégressif : leur montant diminue au fur et à mesure que le nombre d'enfants d'une famille augmente. Une telle situation pour le peuple de

Martinique, est la conséquence directe de la domination coloniale française qui contrôle l'île avec son administration (dont les fonctionnaires venus de France voient leur traitement doubler dans le même temps qu'ils bénéficient d'un abattement spécial de 30% sur l'impôt sur le revenu), son armée et s'appuie sur les gros propriétaires de la campagne et les compagnies françaises d'import-export qui sont les piliers de cette domination. Les premiers, les «békés» font trimer les ouvriers agricoles tandis que les sociétés font la loi dans les échanges, pour imposer des bas prix aux exportations et des prix élevés aux importations. Non seulement, la France s'est opposée à toute industrialisation de la Martinique, mais elle a aussi empêché les cultures vivrières, tel le riz, qui auraient permis à la population de se nourrir avec les produits locaux, au profit des cultures pour l'exportation, telles la canne à sucre ou la banane, achetées à bas prix, ce qui ruine les petits planteurs et revendues au prix fort par les sociétés d'import-export dont les békés, qui en sont actionnaires, tirent largement

LE MARCHE COMMUN: UN MOYEN POUR RENFORCER LE PILLAGE.

Le Marché Commun n'a fait qu'aggraver cet état de choses pour la Martinique et les autres pays des Antilles, renforçant l'échange inégal avec la métropole impérialiste. Ainsi, le tarif douanier commun aux pays du Marché Commun destiné à protéger les



les travailleurs du journal «France-Antilles»

Marché Commun et importé en Martinique. Les pays du Marché Commun, eux, peuvent écouler librement leur production aux Antilles même lorsque celle-ci perturbe la production locale, comme les poulets et les œufs de Hollande.

Par contre, le Marché Commun fait que la production locale de la Martinique destinée à l'exportation rapporte de moins en moins aux travailleurs de ce pays. Ainsi les pays du Marché Commun laissent entrer librement à l'intérieur de leurs frontières des produits agricoles tropicaux qui concurrencent ceux de la Martinique et des Antilles, c'est le cas pour les bananes de la Côte d'Ivoire, alors que la Martinique est obligée d'écouler sa production de sucre au tarif européen nettement inférieur au cours mondial actuel.

Dans ces conditions, même les cultures destinées à l'exportation périclitent, les emplois diminuent sur les plantations aussi bien que dans les quelques usines de transformation liées à ces cultures et qui ferment les unes après les autres (15 usines après-guerre, 2 aujourd'hui).

LE DEVELOPPEMENT DU PARASITISME

L'impérialisme français, qui détruit quasiment toute activité productive sur l'île, y développe le parasitisme, le tourisme pour riches. Dans le dernier voyage qu'il a effectué aux Antilles, début septembre, Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux soi-disant départements et territoires d'Outre-Mer, a consacré sa journée passée en Martinique à la guestion du tourisme «parce que le tourisme, a-t-il déclaré, représente ici, une chance économique et humaine de première

produits qu'ils fabriquent, dans la Pour qui ? Le projet d'aménagement indispensable pour mesure où il est imposé à la des Salines, au Sud de la Martinique, Martinique, entraîne un prix élevé en une «riviera touristique» avec villas, organisée par les autorités françaises. pour tout produit fabriqué hors du hôtels de 3 à 5 étoiles, casinos, golfs,

marina pour 600 bâteaux de plaisance, aéroport spécial... donne la réponse. La société d'aménagement dirigée par le fils de Roger Sablé, député Républicain Indépendant et les autres investisseurs bénéficieront d'importants allègements fiscaux de l'Etat français qui financerait toute l'infrastructure, dont les installations en eau potable et en électricité de ce complexe touristique.

Ces dépenses pour le tourisme de milliardaires n'entrainent aucune source nouvelle de revenus pour le peuple de Martinique dans la mesure où la quasi-totalité des produits achetés par les touristes sont importés de France, des Etats-Unis et d'autres

INDEPENDANCE POUR LES COLONIES

La rencontre en Martinique des présidents américain et français symbolise aussi la coopération impérialiste contre les luttes de libération des peuples de cette région. La participation du préfet de la Martinique aux conférences annuelles sur la lutte anti-guerilla qui se tiennent à Panama, avec exercices des «bérets verts» américains, en est une illustration.

Mais, le dispositif de répression mis en place par l'impérialisme français, les assassinats et les procès qui se sont succédés tout au long de l'année 74 contre les ouvriers agricoles grévistes ne peuvent empêcher la lutte des masses martiniquaises de se développer. Luttes comme celles de janvier-février 74 qui, par son ampleur et l'affrontement avec les forces armées dépêchées par l'Etat français, mettait à l'ordre du jour, malgré l'hostilité du parti de Césaire et du parti révisionniste local, 'indépendance comme condition mettre fin à l'exploitation, au pillage de la

Jean-Paul GAY.

contre les licenciements, en solidarité avec les prisonniers politiques LES TRAVAILLEURS ESPAGNOLS ENTRENT MASSIVEMENT EN LUTTE

La classe ouvrière et les peuples d'Espagne sont entrés depuis plusieurs mois plus condamnation à des peines de prison à vie (78 ans de prison pour des Basques massivement que jamais, dans des luttes de grande ampleur, contre la hausse des prix, les milliers de licenciements et contre la répression fasciste, pour la libération des prisonniers politiques.

Après la grande grève et les manifestations de dizaines de milliers de travailleurs, en particulier à FASA-Renault de Valladolid, de Vigo, à Barcelone, la lutte a repris contre la réduction autoritaire des horaires dans l'automobile, contre les licenciements et les mises à pied. A l'usine SEAT de Barcelone, dans les usines de Pampelune, comme l'usine Superset, à la société de Matériel électrique FECSA, à la fabrique de machines à café LAGOIA, à l'usine de chimie PIRELLI, les grèves se sont multipliées. A Madrid, les postiers et les ouvriers du bâtiment ont manifesté. Dans ces grèves, les travailleurs soutiennent la lutte des prisonniers politiques. Le 2 décembre, 10.000 ouvriers ont arrêté le travail dans une vingtaine d'entreprises de Saint Sébastien pour demander la libération des prisonniers politiques. Dans la province de Guipuzcoa, 2000 travailleurs se mettaient en grève dans le même but.

Dans les prisons où la dictature franquiste les enferme, les prisonniers po ques manifestent, font la grève de la faim. Partie de Bilbao, la lutte dans les prisons s'est étendue à 25 prisons, et de nombreux détenus ont dû être conduits à l'infirmerie. Ils rencontrent le soutien massif de la population qui leur apporte sa solidarité par des manifestations, comme les femmes de Barcelone qui exigeaient la libération des détenus politiques de la prison voisine.

Devant cette montée des luttes, le gouvernement multiplie les arrestations, les

accusés d'appartenir à l'ETA). Eva Forest, accusée de l'attentat de la Puerta del Sol, de toute évidence perpétré par les fascistes, et de plus de l'exécution de Carrero Blanco, risque la peine de mort, ainsi que ses camarades, maintenus au secret pendant 2 mois, sauvagement torturés!

La bourgeoisie espagnole hésite sur la voie à suivre après la mort de Franco. Certains veulent continuer comme par le passé. D'autres préféreraient une solution plus «libérale». Ne voit-on pas le social-démocrate Ruiz Gimenez, dirigeant de la Social Démocratie Libérale, ancien ministre de l'éducation, prendre l'initiative d'une pétition pour l'amnistie des prisonniers politiques, et G. Walker, une des plus grosses fortunes du pays, pro-américain notoire (lié à Rockfeller) déclare au journal «Diaro Barcelona»: «la droite... démocratique et donc intelligente cherche à se débarrasser du lourd fardeau du passé en vue d'établir un dialogue avec la gauche, maintenue à tort dans la clandestinité. L'entente est plus que jamais nécessaire. Nous avons à payer la note, mais le jeu en vaut la chandelle»! Santiago Carrillo, dirigeant du P«C»E n'a-t-il pas lui-même dit qu'il fallait travailler avec la droite «civilisée». La classe ouvrière et les peuples d'Espagne n'entrent pas dans ces négociations! Ils savent que seule leur lutte pourra les affranchir du fascisme, et sauront être vigilants pour que d'autres qui ont en main des certificats d'exploiteurs patentés ne prennent pas la relève.

Liberté pour tous les emprisonnés et les exilés! Non aux licenciements!

A bas la dictature!

Monique CHERAN.

LA RENCONTRE BREJNEV-GISCARD: une coopération sur le dos des peuples

La visite de Brejnev à Giscard s'est soldée par une série d'accords Rambouillet n'échappent pas à la règle, sur deux points clés, la économiques et politiques qui, d'après Novosti, (agence dispute est ouverte: les taux d'intérêts et le prix du gaz, chacun d'information soviétique) marquent la volonté commune «de lutter pour rendre la détente irréversibles.

DES ACCORDS ENTRE IMPERIALISTES.

La position commune de l'URSS et de l'impérialisme français à propos du Moyen Orient est une illustration de cette «détente»: l'un et l'autre complotent «pour la reconnaissance du droit de chacun des Etats de la région à vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues»: en clair, pour l'existence de l'Etat d'Israël, donc, pour tenter d'imposer à la Résistance Palestienne de renoncer à la lutte de libération nationale. L'impérialisme français et l'URSS s'entendent contre les peuples du Moyen Orient, même s'ils se disputent des positions privilégiées dans chaque pays comme le montre la visite de Chirac en Irak.

Les accords économiques entre les deux pays ont occupé le devant de la scène, par le caractère spectaculaire donné à la signature edu plus-important paquet d'accords jamais conclu entre les deux pays»: qui a constitué le point culminant de la rencontre, la preuve de son succès, et de la «nouvelle qualité des

relations entre les deux pays». Un paquet d'accords portant sur 15 milliards de francs de commandes aux trusts français, étalées sur 20 ans, a été signé. En retour, l'Union Soviétique doit livrer 2 milliards et demi de m3 de gaz chaque année de 1976 à 1980 et 4 milliards de m3 de 1980 à 1996. De tels accords conduisent à doubler en valeur le commerce franco-soviétique dans les cinq premières années, ce qui le laisse encore loin derrière le commerce germano-soviétique, trois fois plus important. De plus, les échanges avec l'Union Soviétique ne représentent qu'un peu plus de 1% du commerce français.

Pour autant un tel paquet d'accords est loin d'être négligeable: les trusts français, avides de marchés, y trouvent des débouchés extrêmement rémunérateurs, en exportant des usines clefs en mains. Péchiney est le maître d'œuvre du plus gros ensemble du monde de traitement du minerai de bauxite, importé de Guinée par l'URSS; une usine sera sur la Mer Noire, l'autre en Sibérie. Creusot-Loire obtient la construction de quatre unités de production d'ammoniaque, la Télémécanique associée avec Renault-Industrie d'une usine de contacteurs, ceci, pour les points

Derrière les sourires et les poignées de main qui ont sanctionné les accords se cache une âpre lutte: la nouvelle bourgeoisie soviétique cherche à accentuer l'exploitation de la classe ouvrière d'Union Soviétique en faisant appel aux trusts impérialistes; mais l'impérialisme français n'est pas seul sur les rangs; les trusts allemands et américains leur disputent les mêmes marchés.

Brejnev a mis à profit la soif de marchés des trusts français et la concurrence impérialiste pour obtenir des conditions avantageuses. Il a obtenu des prêts importants: 12 milliards et demi pour des commandes de 15 milliards. Sur les taux d'intérêt, la dispute a été particulièrement sévère: l'impérialisme français voulait augmenter les taux d'intérêts consentis jusqu'alors, si bien qu'il n'a finalement pas été déterminé, l'impérialisme français se proposant de se renseigner auprès des impérialistes allemands sur les taux qu'ils pratiquent à l'URSS.

L'Union Soviétique a accepté de réactualiser les accords décidés en 1972 sur la livraison de gaz. Mettant à profit les soucis de l'impérialisme français de diversifier ses sources de matières premières, l'URSS a essayé d'obtenir les prix les plus avantageux: ils seront au moins doubles de ceux retenus en 1972, mais l'Union Soviétique désirait obtenir un prix encore double. Aucun accord n'ayant été conclu, le prix du gaz soviétique sera l'objet d'un difficile marchandage avant sa livraison en 1976.

La «coopération économique» est en fait une lutte sans cesse renouvelée par leur avidité entre deux impérialismes pour arracher d'agression et de rapine. meilleures conditions; les accords «exemplaires» de

des deux impérialismes se réservant une carte pour contrecarrer les appétits de l'autre.

LE SOCIAL-IMPERIALISME CHERCHE A SE TAILLER UNE PLACE EN EUROPE DE L'OUEST.

La visite de Brejnev à Giscard, sous tous ses aspects revêtait une importance qui dépassait les seuls accords économiques: Brejnev poursuit avec obstination la pénétration de l'URSS en Europe Occidentale. Au niveau économique, Brejnev a obtenu qu'une partie des remboursements des prêts soit effectuée en produits finis ou semi-finis (aluminium notamment) fabriqués dans les usines créées par les trusts et grâce aux crédits français. Il vise ainsi à créer un mouvement commercial de produits soviétiques, autres que les matières premières, pétrole ou gaz, sur le marché européen, et gagner ainsi des positions économiques sur un marché où il parvenait difficilement à entrer en concurrence avec les produits allemands, américains.

S'assurer des positions économiques en Europe est un des moyens pour l'URSS de pénétrer en Europe. Les autres moyens sont militaires et politiques. Les 600 000 hommes et les puissantes armes concentrés aux frontières d'Europe orientale sont une pression permanente exercée sur les pays européens, qui donnent la mesure exacte de la «détente» en Europe vue par

Du point de vue politique et diplomatique, l'achèvement de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui doit notamment consacrer les frontières de 1945, doit selon les plans de Breiney, s'achever sur un sommet à Helsinki des 36 chefs d'Etat des pays participant à la conférence pour signer les accords finals de la CSCE. Un tel sommet consacrerait avec éclat le rôle que l'URSS entend jouer en Europe, par le succès important qu'il représenterait pour la diplomatie soviétique et la reconnaissance qui en serait faite au plus haut niveau.

Pompidou ne s'était jamais engagé à participer à une telle conférence. Giscard a fait le geste qu'espérait Brejnev en acceptant que soit évoquée dans le communiqué commun «la signature des documents finals au niveau le plus élevés: en clair s'engageant à se rendre à Helsinki quand la CSCE aura abouti.

A peu de frais, Giscard a pu ainsi donner à Brejnev des garanties que les tendances à enterrer certains aspects de la politique extérieure gaulliste, en particulier en se rapprochant sur diverses questions de l'impérialisme US, ne remettait pas fondamentalement les liens entre l'impérialisme français et l'URSS inaugurés par de Gaulle en 1966. D'abord parce que les accords économiques sont avantageux, ensuite parce que Giscard n'a fait qu'aller dans le sens de Ford qui, à Vladivostok, a déjà donné son accord à Brejnev pour se rendre à Helsinki.

BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME! A BAS L'IMPERIALISME FRANCAISI

Ce qui domine de bout en bout la rencontre de Rambouillet, c'est que c'est une rencontre de rapaces. Rapaces contre la classe ouvrière des pays qu'ils exploitent et rapaces à l'égard l'un de l'autre, malgré leurs sourires. Dans cette âpre lutte, le trait dominant est que le social-impérialisme utilise la prétendue «détente» pour se tailler une place en Europe. Ainsi, ce qui est appelé «détente» est une série de pressions de toutes natures, visant à modifier les équilibres en Europe, et accroissent par là les contradictions entre les deux super-puissances, entre les pays impérialistes européens, entre œux-ci et l'une ou l'autre des deux superpuissances. Ce qui aboutit inévitablement à des pressions constantes et à des conflits de tous ordres.

Ni les peuples d'Europe, ni les peuples d'Union Soviétique n'ont intérêt à une telle «détente» qui masque et sert une politique

Grégoire CARRAT.



les accords Brejnev-Ford: des accords pour l'accroissement des armements

L'une des pièces maîtresses de la détente selon le social-impérialisme, ce sont les accords avec les USA. Chelepine, citant Guss Hall secrétaire du parti révisionniste US, affirme : «Le Capital monopoliste américain révise ses positions en fonction de la nouvelle situation due à la détente, bien entendu «pour servir ses propres intérêts.» Or ses intérêts, ce sont toujours les profits. Seulement en l'occurence, cela coincide avec l'intéressement de notre peuple à la paix, au commerce qui signifie l'emploi de sorte que ces intérêts coincident. Ce qui donne la force à la politique de détente».

La découverte de la convergence des intérêts de l'impérialisme et des peuples est à coup sûr une innovation à l'actif de la convergence des intérêts de l'impérialisme et du social-impérialisme contre les peuples du monde. La volonté de paix des deux superpuissances se mesure en tonnes de bombes qu'ils accumulent de part et d'autre au cours de leur confrontation pour l'hégémonie. En témoigne la conclusion de l'accord que Ford et Brejnev viennent de signer à Vladivostok.

Les Etats-Unis et l'URSS se sont mis d'accord pour fixer le plafond de leurs armements entre 1975 et 1985 à 2400 lanceurs de fusées intercontinentales équipées de charges nucléaires. Ainsi l'Union Soviétique qui en possède un peu plus devra, en principe réduire le nombre de ses vecteurs, tandis que les Etats-Unis pourront créer 253 lanceurs de plus, bombardiers ou sous-marins, appliquant des projets en cours.

Les deux superpuissances se sont entendues pour que 1320 de ces vecteurs soient équipés de fusées à ogives multiples (MIRV) les Etats-Unis ralentiront à peine leur programme, puisqu'ils n'ont, jusqu'à présent équipé en MIRV que la moitié du nombre fixé à Vladivostok, tandis que l'URSS en installera 1320, car ce système n'équipait pas encore les missiles soviétiques.

De plus, l'accord de Vladivostok ne limite pas les engins à moyenne portée ni les armes classiques. «L'accord de Vladivostok, a dit Ford, a établi une ferme limite à la course aux armements stratégiques. Je pense que les générations futures nous en remercieronts. Voilà qui ne manque pas de cynisme quand les deux superpuissances s'octroient tout simplement l'une à l'autre la permission d'accroître leur puissance de feu à un rythme tout à fait semblable à celui qu'elles prévoyaient avant la signature de l'accord.

à l'appel de notre parti, de nombreux meetings contre la venue de brejnev

Un meeting-débat s'est tenu à Caen à l'occasion de la venue du chef de file du social-impérialisme, en France. Dans une première intervention un camarade du Parti a expliqué pourquoi en URSS, premier état socialiste, le capitalisme avait pu être restauré, comment une nouvelle classe bourgeoise s'était installé et exploitait la classe ouvrière soviétique. Mais l'intervention montrait aussi qu'aujourd'hui, l'Union Soviétique est en paroles mais impérialiste dans les faits) qui pratique une politique de pillage et de superpuissance visant à s'assurer la meilleure place dans le monde face à l'impérialisme US.

Face à cela le camarade a souligné qu'en Albanie les masses, sous la conduite du PTA, continuent à édifier Vive la Révolution russe d'Octobre le socialisme et à combattre 1917! A bas les nouveaux tsars! résolument le révisionnisme. Il a réaffirmé que notre Parti saurait tirer les expériences de la Révolution étaient, sur nos affiches, les mots d'Octobre et s'en servir pour notre d'ordre qui appelaient à notre meeting propre révolution. Après qu'un de dénonciation de Brejnev, chef de camarade ait analysé la véritable crise que traverse la bourgeoisie française officielle en France. actuellement, crise essentiellement Nous avons d'abord retracé le politique, un débat s'est instauré. Débat enrichi par les témoignages sur

travailleurs revenant de Chine

De nombreuses questions ont été posées au cours de la discussion sur la Santé, l'école, les paysans en Chine et en Albanie, sur la façon dont se manifestent les aspirations révolutionnaires en France; des questions aussi sur le bilan que l'on peut tirer de la grève des PTT, qui ont permis de démasquer le rôle de complices de la bourgeoisie que le P&C»F a tenu.

Ce meeting a montré l'enthousiasme et l'espoir que soulève chez les un pays social-impérialiste (socialiste travailleurs la perspective du

Corr - CAEN

Inscrits sur des drapeaux rouges à l'effigie de Lénine et de Staline, tels file du social-impérialisme, en visite

déroulement historique de la Révolution prolétarienne d'Octobre, l'édification du socialisme, de qui ébranla définitivement le vieux

monde capitaliste (c'est le film «Lénine en Octobre» qui a clôturé le meeting). Pour en tirer les enseignements essentiels qui nous guident aujourd'hui sur la voie de notre Révolution: la nécessité de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme pour préparer l'insurrection armée, la nécessité de l'alliance des ouvriers et des paysans, la nécessité du Parti Communiste, armé de la théorie révolutionnaire vivante qui sache, comme le Parti Bolchévik, mais dans des conditions nouvelles. faire converger en une seule force l'énergie révolutionnaire des masses. Nous avons ensuite montré comment

l'Union Soviétique de Lénine et de Staline avait pu changer complètement sa nature, était tombée aux mains d'une nouvelle bourgeoisie, s'était transformée en une puissance social-impérialiste, après que Krouchtchev et sa clique se soient emparés de la direction du Parti et de l'Etat. Face à cela, l'exemple enthousiasmant du Parti Communiste Chinois qui, tirant les leçons de la première expérience de socialisme au monde a su mobiliser les masses contre le révisionnisme et mène, à leur tête dans tous les domaines, la lutte pour l'édification du socialisme.

Enfin, nous avons souligné la fragilité de l'eententes entre les deux superpuissances qui repose, en fait, sur

une rivalité acharnée; la faiblesse irrémédiable de leurs prétentions à l'hégémonie face au mouvement historique des peuples qui veulent la révolution, des nations qui se libérent et des pays qui exigent leur indépendance. Que l'Europe soit un enjeu important des deux superpuissances ne doit pas nous amener à surestimer leurs forces: au contraire, en France, nous devons exploiter au maximum cette situation qui contribue à la crise politique de l'impérialisme français, pour développer le combat révolutionnaire, préparer la révolution qui l'abattra.

Ce meeting a été l'occasion de réaffirmer l'espoir et l'enthousiasme qu'a soulevé, pour des millions de travailleurs, la Révolution d'Octobre. Rappelant dans quelles conditions historiques la construction du socialisme s'est engagée sous la direction de Lénine puis de Staline, le Parti a montré que la dégénérescence du P.C.U.S. a restauré le capitalisme en URSS, a transformé le premier Etat socialiste au monde en un pays impérialiste.

Une fois apportées des explications concrètes et détaillées sur le rôle actuel

de l'URSS dans le monde et en Europe, un débat a permis d'apporter des témoignages de travailleurs sur l'édification du socialisme en Albanie et le rôle joué par le PTA dans la lutte contre le révisionnisme moderne et le social-impérialisme soviétique. Le meeting s'est terminé par la projection du film révolutionnaire soviétique : «Le cuirassé Potemkine».

provocations contre notre parti

A Paris, avant le début de notre meeting, des policiers sont venus nous signifier que des fascistes du GAJ tenaient une réunion rue d'Assas. Peu avant la fin du meeting, ils ont disposé des cars près de la sortie, déclarant qu'ils retenaient comme «hypothèse de travail» une intervention des fascistes du GAJ.

► A Montpellier, comme ils l'avaient déjà fait à Dijon, des individus se réclamant du journal «l'Humanité Rouge» ont tenté de s'opposer à une réunion convoquée par nos camarades à la Faculté, et de saccager notre table de presse.

Nous ne tolèrerons pas de telles provocations et agressions contre notre

Imp. RFI / Dr de Publication C. Rey / Nº de Commission Paritaire 51.165 / diffusé par les NMPP